

# TRIBUNE

3

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

**SOCIALISTE**

UNIFIÉ

PRIX : 60 centimes

N° 195. — 16 MAI 1964

E  
S  
P  
A  
G  
N  
E

1936



## **SOLIDARITÉ** **avec le peuple espagnol**

(Page 4)

### ● **DU CONGRÈS M.R.P. AU CONGRÈS DU P.C.**

(Page 3)

### ● **LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES**

*LA LIMITE DES COALITIONS POLITIQUES* (Page 3)

### ● **LE PÉNIBLE MÉTIER DE VENDEUSE DE GRANDS MAGASINS**

*UNE ENQUÊTE DE DOMINIQUE LAURY* (Page 9)



L'INTOLERANCE  
EN MATIERE DE RELIGION

Chers camarades,

Notre camarade Pierre Bourgeois a mille fois raison de stigmatiser l'intolérance en matière de religion (T.S. du 30 avril 1964) et surtout lorsque celle-ci s'insère dans la direction de l'Etat.

Il cite les cas italien, israélien et soviétique.

Sur un plan moins officiel, mais peut-être encore plus grave, il pourrait citer les cas d'intolérance et de racisme prolétariens, tels ceux des ouvriers blancs d'usines américaines qui n'autorisent pas leurs collègues noirs à puiser l'eau au même robinet qu'eux; allant jusqu'à maculer leurs bouteilles et y introduire des détritus lorsque ces derniers se risquent à passer outre à l'interdiction. (Lire, à ce sujet, le livre du Noir américain Junius Edwards : « S'il faut mourir »).

Il ne s'agit pourtant pas là de racisme « petit bourgeois », mais bel et bien de racisme prolétarien.

Encore, me dira-t-on, qu'il convient de considérer l'ambiance, les facteurs historiques, l'entraînement des habitudes — des mauvaises habitudes. Toute une série d'incidences qui, si elles n'excusent pas le comportement des prolétaires blancs, permettent de les comprendre, comme il est permis de comprendre les Noirs de Harlem qui refusent de servir un Blanc entrant dans un établissement pour Noirs.

Peut-être conviendrait-il aussi de comprendre l'antijudaïsme soviétique forçant un peu le zèle de l'athéisme pour incliner vers une forme d'exorcisme qui a fait ses preuves !

Mais peut-être conviendrait-il également de comprendre l'intolérance des zélotes israéliens environnés de missions chrétiennes particulièrement actives et qui fourmillent dans une proportion qui, en France par exemple, nous ferait bondir !

Quant à Mr Nahum Goldman, s'il craint l'assimilation, c'est peut-être dans la mesure où il la verrait se réaliser pour les seuls juifs, alors que le christianisme — par exemple — apparaîtrait grand encore, malgré un passé lourdement chargé et en particulier à l'égard d'Israël.

Je suis d'ailleurs assez loin de partager toutes les vues de Mr Nahum Goldman; ce qui m'autorise, je le présume, à croire qu'il est surtout adversaire de la « dilution » dans un monde où les autres « divergences » ne se dilueraient pas du tout.

La dilution d'Israël aurait beaucoup moins d'importance que la dilution du judaïsme pour ceux qui entendent en poursuivre les rites ou s'en réclamer en tant qu'origine, tout en conservant la nationalité du pays où ils vivent, à l'exemple de leurs compatriotes catholiques, protestants, agnostiques ou athées.

Equitablement parlant, il est pour le moins outrancier d'évoquer ici l'intolérance ou le racisme. Plus manifeste serait l'attitude des puristes anti-askénazistes ou antisépharades. Mais là aussi il faut comprendre l'affrontement hétérogène d'un macrocosme humain enserré dans d'étroites frontières.

Chrétiens, catholiques et protestants ont su donner, à une autre époque, des démonstrations d'autres intolérances.

Il me semble d'ailleurs que les sentiments excessifs des fanatiques juifs s'expliqueraient encore au centre de ce monde arabe qui se dit arabe, qui se veut arabe et qui ne tolère pas que dans son immensité, une minuscule enclave israélienne puisse exister et, pour tenter de l'en chasser, s'obstine à l'accuser d'un néo-impérialisme tout en s'accrochant des faveurs pétrolières d'impérialismes véritables.

Il me semble en bonne logique et pour que notre camarade Bourgeois ne puisse être accusé de partialité par omission, que celui-ci cite également cet exemple d'intolérance caractérisée.

D'accord, quant au reste, sur les restrictions puritaines et idiotes des bains mixtes, des statues que l'on refuse et du navire à cuisine exclusivement rituelle.

Quant à l'histoire du juif converti, notre camarade voudra peut-être bien admettre les formalités requises pour sa naturalisation, étant donné que l'intéressé ne pouvait plus bénéficier des avantages de la « loi du retour » de par sa conversion.

Je ne crois pas que l'on puisse parler là d'intolérance. Tout au plus d'une loi biscornue conditionnée par tout un passé et par la naissance difficile d'un Etat créé en des circonstances particulières.

A part ces quelques restrictions, je suis d'accord avec Bourgeois. Il faut mener la guerre contre l'intolérance, mais en s'efforçant de viser juste et bien.

Croyez, chers camarades, à mes sentiments cordialement socialistes.

Raymond LIPA.

N.B. — Le camarade Lipovetzky, de la section de Montreuil, s'associe aux termes et à l'esprit de cette lettre.

RÉUNION DU COMITE POLITIQUE NATIONAL DU P.S.U.

Le C.P.N. du P.S.U. s'est réuni les 9 et 10 mai 1964. Au terme de ses travaux, il a adopté, à l'unanimité, la résolution suivante :

Le Comité politique national du P.S.U. a consacré sa session des 9 et 10 mai à examiner le développement de la lutte contre le régime gaulliste et les problèmes posés par les élections municipales de 1965. Il a étudié les résultats, dans l'ensemble encourageants, des élections cantonales : — progression en voix et en sièges du P.S.U. et des candidats que soutenait le Parti dans une série de circonscriptions :

— succès de l'union des forces de gauche qui, là où elle s'est réalisée, a infligé des échecs cuisants à l'U.N.R. comme à ses alliés réactionnaires. Les électeurs de gauche ont au contraire refusé d'admettre, comme ils l'avaient déjà fait en 1962, les coalitions sans principes, étendues à la droite antigauilliste. Il est important que les dirigeants du parti communiste aient été contraints de reconnaître après coup la faute qu'ils avaient commise en cautionnant, notamment dans le Nord, le Rhône et la Seine-et-Oise, ce nouveau « contrat des non ».

Tirant les enseignements de son récent échec, le pouvoir gaulliste engage la bataille des élections municipales en recourant au vieux procédé des manipulations de scrutin et de circonscriptions. Il reprend à son profit la tactique des apparentements qu'il avait jadis dénoncée et, par son projet de scrutin majoritaire et de liste bloquée, il veut contraindre la droite et le centre à servir d'appoint à l'U.N.R. Il tente d'assurer la survie du régime par la coalition autour de de Gaulle de toutes les forces de droite.

A ce défi du Pouvoir, la gauche qui a toujours réclamé l'union des forces de gauche dès le premier tour, doit répondre par son unité. Le P.S.U. constate qu'aujourd'hui le mode de scrutin en fait une exigence vitale. L'époque est passée des dosages tactiques et des marchandages à courte vue. A l'alliance de tous les réactionnaires, en passe de se réaliser, doit répondre la coalition sans exclusive de toutes les forces de progrès.

Cependant, la coalition de la gauche ne pourra prétendre à la victoire

que dans la mesure où elle prendra avec dynamisme l'offensive contre le régime. Une attitude purement défensive ne permet pas de lui porter des coups décisifs. Il est donc nécessaire d'élaborer une plate-forme politique opposant au régime du bon plaisir personnel, du nationalisme attardé et de la toute-puissance des milieux d'affaires, une solution de rechange claire et cohérente, non pas tournée vers la restauration du passé mais orientée résolument vers la construction d'une démocratie socialiste.

Cette bataille d'ampleur nationale se livrera d'abord à l'échelon communal. La plate-forme municipale de la coalition populaire aura bien entendu pour base la défense des libertés municipales que la technocratie gaulliste cherche à anéantir. Mais cette plate-forme devra avant tout déterminer à quelles conditions et par quels moyens la démocratie communale peut être effectivement réalisée. En effet, la défense des libertés municipales ne doit pas s'inspirer d'une conception purement formelle de la démocratie de représentation. Elle doit s'appuyer sur des propositions nouvelles visant à assurer une participation réelle de la population à la gestion des affaires communales. C'est notamment en partant de cet échelon de base qu'est la commune ou le quartier qu'on pourra construire en France les fondements d'une démocratie véritable.

Les divers programmes locaux devront s'inscrire dans le cadre de revendications plus générales, comportant au minimum les objectifs suivants :

— l'abrogation des décrets sur la réforme administrative augmentant les pouvoirs des préfets, et de celui concernant les offices d'H.L.M. ;

— la suppression des régimes spéciaux de représentation dans les grandes villes ;

— le renforcement du rôle des municipalités, en accord avec les organisations syndicales, à l'égard des entreprises implantées ou désirant s'implanter sur leur territoire ;

— la reconversion du budget de la Force de frappe en priorité sur les services du logement, de l'enseignement et les équipements sanitaire et socio-éducatif ;

— la réforme des conseils d'administration H.L.M., la priorité aux

constructions d'immeubles locatifs, la municipalisation du sol, ainsi que les réformes des structures des différents services concédés, avec participation accrue des usagers et des salariés à la gestion ;

— abrogation des lois Barangé-Debré, application du programme du C.N.A.L. et suppression du concordat en Alsace et dans la Moselle.

Sur la base de ce programme, le P.S.U. souhaite que les listes d'union constituées par les organisations se réclamant du socialisme s'élargissent à tous ceux qui sont prêts à travailler avec ces organisations à la réalisation d'une plate-forme commune. Il condamne en revanche toute entente des partis de gauche avec les forces réactionnaires (C.N.I., Centre Républicain, M.R.P.) que des rivalités de clans et non pas une opposition au programme séparant de l'U.N.R. Les coalitions immorales qui pourraient être ainsi conclues entre la gauche et certains éléments de la droite ne feraient que démobiliser les électeurs, car elles n'offriraient aucune perspective.

Le P.S.U. lance un appel pressant au P.C. et à la S.F.I.O., aux militants syndicalistes, aux organisations populaires et aux groupements de jeunes pour qu'ils confrontent en commun et dès maintenant leurs vues afin que leur alliance se fonde sur une plate-forme nationale et municipale de l'opposition populaire.

Le P.S.U. présente  
Henri LONGEOT

avec Fernand CAVAROT  
comme remplaçant

aux élections législatives  
de Longwy

A la suite de la démission du député U.N.R. de la Circonscription (vie dissolue et scandales financiers), des élections partielles se tiendront à Longwy (M.-et-M.) le 24 mai prochain. Deux candidats U.N.R., un officiel (Charles Grein) qui est en même temps le candidat officieux des Acieries de Longwy et un dissident (M. Mansiou), un candidat de centre droit (Caspary), adjoint au maire de Longwy, un communiste, l'ancien député Louis Dupont et M. Feidt (S.F.I.O.).

Election difficile mais nos camarades mettent le « paquet » et ils ont bon espoir.

Signalons les réunions publiques suivantes :

Mercredi 20 mai : Mairie de Longwy, 20 h. 30, avec H. Puisais ;

Jeudi 21 mai : Mairie de Longwy, 20 h. 30, avec E. Depreux et H. Puisais ;

Vendredi 22 mai : Mairie de Mont-St-Martin, 20 h. 30, avec E. Depreux ;

Samedi 23 mai : Café de la Gaité à Villerupt, 20 h. 30, avec E. Depreux et Gilles Martinet.

LE BILLET DE JEAN BINOT

RENCONTRE

A Orléans, où il s'en fut honorer Jeanne d'Arc, M. le Ministre de l'Education nationale s'est recueilli sur la tombe de Jean Zay.

De Jean Zay, ministre du Front Populaire, le promoteur des classes nouvelles, celui qui entendait rénover depuis la base jusqu'au sommet l'Université de notre pays.

Et qui avait commencé de faire ce à quoi il s'était engagé.

Au cours de sa méditation, M. le Ministre en exercice a-t-il commencé, lui, de mesurer la différence entre ce qu'avait entrepris Jean Zay et ce que fait ou plutôt ne fait point ce régime né d'un coup de force ?

Mais comment évaluer ces sortes d'abîmes ?

Robert Bresler.

ALFRED ROSMER N'EST PLUS

AVEC Alfred Rosmer qui vient de mourir à l'âge de 87 ans, disparaît une grande figure du mouvement ouvrier français et international.

« En ce temps sans mémoire » comme l'écrivait si bien Albert Camus préfaçant le livre de Rosmer « Moscou sous Lénine », il faudra bien un jour qu'un historien publie la biographie complète et détaillée du défunt; biographie inséparable de plus d'un demi-siècle d'histoire du socialisme.

Ce qui domine dans toute la vie de Rosmer c'est d'abord sa fidélité; fidélité à ses idées; fidélité à ses amis.

Formé à l'école militante du syndicalisme révolutionnaire d'avant la première guerre mondiale, il le resta toute son existence, même lorsqu'il était en 1920, membre du Exécutif de l'Internationale communiste.

N'acceptant pas « l'Union Sacrée » de 1914 où s'enfoncèrent tous les chefs socialistes et syndicalistes de l'époque, il fut des tout premiers qui essayèrent de rendre et rendirent son véritable sens à l'internationalisme prolétarien.

Son rôle fut considérable aussi bien dans la préparation des conférences internationales de Zimmerwald et Kienthal, que dans le comité de rédaction de la Vie Ouvrière, organe de ceux qui dirent non au déferlement de chauvinisme et de bellicisme.

Membre du comité pour la reprise des relations internationales qui devint par la suite Comité pour la III<sup>e</sup> Internationale, il fut un des véritables fondateurs du Parti Communiste Français.

Fidèle en tout et toujours, dès qu'il quitta le P.C.F. à la fin de 1924, il fonda aussitôt en janvier 1925, avec

son vieux compagnon Pierre Monatte, la revue « La Révolution Proletarienne », organe du syndicalisme révolutionnaire.

Comme il se comporta pendant la guerre impérialiste de 1914-18, il se comporta en 1960 pendant la guerre coloniale d'Algérie. Ceux qui le connaissent ne furent nullement étonnés de trouver son nom parmi les premiers des 121 signataires du manifeste « Pour le droit à l'insoumission ».

C'est l'absence de sa signature qui aurait été fort étonnante.

Se liant profondément, en 1914, avec Trotsky qu'il connaissait déjà depuis quelque temps, toute la vie de Rosmer a été dans cette amitié un modèle de fidélité et d'attachement personnel.

Même lorsque l'accord politique complet ne régnait pas entre ces deux hommes leur estime réciproque restait intacte.

C'est totalement que Rosmer se plaça aux côtés de Trotsky lorsque le torrent de calomnies staliniennes se déversa sur celui-ci à l'époque des monstrueux procès de Moscou, et quand les armées hitlériennes envahirent la France c'est auprès de Léon et Nathalie Trotsky que se réfugièrent les Rosmer.

Dans l'histoire du mouvement ouvrier international qui a connu depuis le début du siècle tellement de palinodies, de reniements et de trahisons, la vie d'Alfred Rosmer, vie sans concessions dans ses positions et sans restrictions dans ses amitiés, restera comme l'exemple à ne jamais oublier.

Il laisse derrière lui plus de cinquante ans de fidélité à ses idées, de fidélité à ses amis.



# DE CONGRES EN CONGRES : DU M.R.P. AU P.C.

LA semaine passée le M.R.P. tenait ses assises nationales. Cette fin de semaine le P.C. réunit son 17<sup>e</sup> Congrès national. Ces deux événements politiques méritent toute notre attention.

Voyons d'abord le M.R.P.

Les animateurs du congrès ont été M. Fontanet, secrétaire général, ancien ministre du gouvernement Debré et M. Lecanuet, sénateur de la Seine-Maritime, souvent présenté et soutenu dans ce département comme le moins réactionnaire des hommes de droite. Tous deux jeunes, ambitieux, intelligents et manœuvriers.

La solution originale qu'ils ont proposée au congrès consiste à ne prendre position dans la phase actuelle des élections présidentielles, ni pour de Gaulle, ni pour Defferre.

En conséquence, reprenant à leur compte ce qualificatif si recherché en ces jours de « Démocrates », ils pensent pouvoir grouper autour du M.R.P. les partis politiques et les électeurs du « Centre » et de la droite antigauilliste (certains radicaux, le Centre républicain, le Centre national des indépendants). Ainsi verrait le jour, sans limites précises, et sur des idées floues, un de ces regroupements qui pourrait lui aussi innover dans le style des « Conventions » américaines et avoir bien à lui ses dimanches de notables.

Si le calcul se révèle juste, le M.R.P. pense de cette manière affaiblir les chances gaullistes et defferristes et porter à l'élection soit M. Lecanuet, soit M. Pinay qui n'avait jamais autant dit « non » en pensant « oui », mais pour qui le moment n'est pas encore, tactiquement, arrivé.

C'est pourquoi le M.R.P. prend ses distances envers le gaullisme, condamne le pouvoir personnel qu'il a créé, accentue son désaccord sur les problèmes économiques et européens... mais s'en tient bien entendu à la Constitution de 1958 !... Prudemment téméraire, ce M.R.P. !

Voilà la thèse des militants du M.R.P.

Ce n'est pas celle que partage le plus illustre d'entre eux, M. Pflimlin. Pour lui les militants du M.R.P., c'est bien, mais les électeurs du M.R.P. c'est mieux. Et ses électeurs sont gaullistes, fidèlement, sentimentalement gaullistes. Surtout ceux de l'Est. Alors M. Pflimlin pense qu'une nouvelle participation du M.R.P. à un gouvernement remanié de la Ve République ne doit pas être exclue et qu'en conséquence rien ne sert d'être pressé et précis.

Sans aller aussi loin que l'appui inconditionnel apporté au gaullisme par Maurice Schumann, M. Pflimlin reste assez perplexe sur les chances du Rassemblement centriste. Pour lui la candidature de de Gaulle réduirait à néant les chances d'un candidat du Centre et le M.R.P. ne regroupant que lui-même ne serait finalement pas suivi par ses électeurs. Et si de Gaulle n'était plus candidat, la candidature centriste contre l'U.N.R. gagnerait à se manifester le plus tardivement possible afin ne pas être taxée de préméditation antigauilliste.

Les silences de M. Pflimlin sont en fin de compte plus éloquentes que les initiatives du tandem Fontanet-Lecanuet.

Mais le fait que le M.R.P. ait refusé d'entrer dans une combinaison Defferre mérite d'être souligné.

Ceux des amis du maire de Marseille qui espéraient voir s'ouvrir vers le M.R.P. l'éventail de la coalition démocratique en seront pour leurs frais. Ils constateront ce que nous avons toujours dit, que l'habileté politique avec laquelle ils entendaient rechercher leur majorité vers le centre droit était une erreur et qu'à pratiquer cette méthode ils n'ont fait que mécontenter les forces politiques et syndicales de gauche, sans rien gagner ailleurs.

Certes, il reste encore au centre droit des antigauillistes dits démocratiques. Mais ils se nomment Bernard Lafay, André Morice, Tardieu... Il sera intéressant de voir dans la préparation des élections municipales comment certains, même à gauche, entendront les traiter. Soit comme des réactionnaires qu'on repousse, soit comme des « démocrates » avec lesquels on s'associe pour battre le gaullisme.

Et il sera important de voir si les calculs de ces états-majors politiques seront compris par leurs électeurs.

La première réponse sera peut-être donnée au congrès du P.C.

Les questions qui y seront traitées porteront, en effet, sur la politique à suivre pour « assurer l'établissement d'une véritable démocratie et mettre fin au pouvoir personnel », sur la réforme des statuts et sur la politique internationale.

Il est visible que le P.C. cherche de plus en plus à se « désisoler » et à ne plus faire peur. D'où son attachement prioritaire depuis quelque temps, lui aussi, au vocable « Démocrate » de préférence à celui de « Socialiste ». Son but est d'ouvrir le plus large possible l'éventail des alliances pour s'opposer au gaullisme. Et sans aller jusqu'à De-

vraigne, on envisage sérieusement à Paris de pousser jusqu'à Lafay !

Nous voudrions être bien sûrs que la condamnation de Maurice Thorez sur « l'erreur » qu'a constituée le désistement aux élections cantonales pour les candidats de la droite antigauilliste ne sera pas suivie par d'autres « erreurs » de même type aux élections municipales. L'espérance d'un siège valant bien un coup de canif dans le contrat...

Ces alliances « immorales » mais payantes se feront d'autant plus facilement qu'elles se prépareront dans le silence.

Militants et électeurs ne les connaîtront que trop tard et se trouveront placés devant le dilemme : l'U.N.R... ou... ce qui aura été préfabriqué.

Voilà pourquoi le P.S.U. dans son Comité politique de dimanche a tenu, unanimement, à fixer sa position hors de tous ces marchandages.

Il entend proposer au P.C. et à la S.F.I.O. une alliance exclusive avec les seules forces de progrès, refusant toute compromission avec les forces réactionnaires (C.N.I., Centre républicain, M.R.P.).

Il souhaite que sur cette base d'alliance puisse se réaliser la conjonction de tous ceux qui par leurs responsabilités syndicales, sociales ou civiques sont conscients que la pire des solutions serait de revenir à un nouveau « Cartel des non » et de ressusciter les subtilités électoralistes.

La réponse que donnera le P.C. à cette limite des coalitions politiques recueillera toute notre attention. Pour les élections municipales autant que pour la campagne présidentielle.

De la même manière, nous serons attentifs aux discussions et conclusions du rapport sur l'organisation interne du parti. Jusqu'où iront les mesures prises ? Quelles seront les garanties apportées au fonctionnement réel de toute vie démocratique à l'intérieur du parti ? A quel degré cette libéralisation jouera-t-elle ? Et les responsables d'hier en assureront-ils toujours le contrôle !

Quelle sera enfin la position du parti communiste face aux problèmes du communisme international ? Sa réponse internationale sera-t-elle conforme à sa représentativité nationale ?

Autant de questions dont nous analyserons les réponses dès la semaine prochaine.

Harris Puisais,  
Directeur politique  
de « T.S. »

## Réflexions sur la préparation des élections municipales

DEJA l'échéance des élections municipales du printemps prochain (à moins qu'elles ne soient avancées par quelque nouveau calcul du pouvoir) préoccupent les camarades. Certaines sections sont sollicitées dès maintenant en vue de l'exploration des alliances possibles. Plusieurs d'entre elles ont, sans attendre, mis sur pied, en leur sein ou à côté d'elles, des organismes spécialisés, chargés d'assurer une sérieuse préparation à long terme. Il était normal que le C.P.N. des 9 et 10 mai inscrivit cette question à son ordre du jour et y consacra son débat principal.

Une motion finale unanime publiée par ailleurs résume une prise de position importante pour le parti. Je voudrais seulement ici faire part de quelques réflexions qui éclairent, me semble-t-il, l'esprit de ce texte.

1 Les responsables nationaux du parti sont parfaitement conscients de la diversité des situations locales. Il ne s'agissait pas de rédiger une directive qui aurait été un carcan paralysant pour nos sections, mais de fixer fermement un cadre général, grâce auquel fédérations et sections pourront faire face à toutes les situations locales possibles.

Ainsi, conformément à la tradition du parti, et comme la loi électorale qu'on nous prépare nous y poussera plus que jamais, nous devons rechercher la candidature uni-

que de la gauche dès le premier tour, mais il est certain que nous ne recevrons pas un accueil, une ouverture semblable là où le Parti communiste possède habituellement 60 % des suffrages à lui seul et là où la gauche ne peut vaincre les gaullistes et la réaction qu'en s'unissant.

Les limites des alliances sont nettement fixées dans le texte, mais les camarades doivent, en plus se soucier de la personnalité des éventuels alliés et de leur gestion passée. L'étiquette de parti ne signifie pas toujours grand-chose et tel maire socialiste local peut se montrer plus autocratique, plus réactionnaire, plus lié aux intérêts privés qu'un homme ayant une étiquette au centre gauche. Ce qui compte c'est de donner aux alliances un caractère nettement populaire, n'incluant que des hommes décidés à défendre prioritairement les intérêts des travailleurs. Ce qui compte c'est de refuser toute alliance du type « contrat des non » ou « union de tous les antigauillistes » qui composerait avec des alliés de circonstance qui n'ont avec le capitalisme et le gaullisme que des divergences occasionnelles d'ambitions déçues. Il n'y a pas de « Centre Républicain bon teint ». Il n'y a pas de nouvelle virginité pour des indépendants qui ont été plus ou moins directement les complices de l'O.A.S. Il n'y a pas d'habileté tactique avec les cléricaux.

Ce n'est pas faire preuve d'un excès d'opportunisme électoraliste que

de dire, en même temps, que les sections auront à choisir des formes et des moyens variés selon les conditions locales. Ces variantes conduisent en définitive à un même but : assurer le triomphe des représentants des travailleurs sur les représentants du pouvoir personnel et du capitalisme.

2 Il est important que les dirigeants du parti aient évité un nouveau faux clivage. Il n'y a pas chez nous d'un côté les « politiques » et de l'autre les « techniciens » (ou les « technocrates » !). C'est pourquoi il faut affirmer que les élections municipales doivent se préparer conjointement sur deux plans : d'une part, il nous faut avoir les moyens politiques de faire campagne et de négocier des alliances ; d'autre part, il nous faut aussi avoir l'ambition de donner un style nouveau à la vie politique française et, par conséquent aborder la préparation avec des moyens techniques convenables.

D'un côté, il est impossible que le P.S.U. mène sa campagne d'une manière traditionnelle, se livrant, dans un brouillard idéologique et ouvriériste, à tous les maquignonnages sordides qui ont peu à peu déconsidéré presque tous les partis aux yeux de l'opinion publique ; rédigeant hâtivement un programme défensif, passe-partout et démagogique. D'un autre côté, il n'est pas possible de

s'en tenir à un seul aspect technique, d'examen critique, de statistiques et de plans, de rationalité apolitique, sans donner à notre campagne un axe de combat contre le régime et contre le capitalisme. Les deux aspects ne sont pas contradictoires, mais complémentaires.

Dans le même esprit, nous ne pouvons nous contenter de demander la restauration de la démocratie formelle, telle que la loi municipale de la III<sup>e</sup> République l'avait conçue. En même temps que nous réclamons l'abrogation des textes gaullistes réduisant le pouvoir des collectivités locales, nous devons formuler des propositions nouvelles, faisant des quartiers et des communes des « foyers de citoyenneté active », préparation d'une démocratie réelle de la cogestion par les usagers, de la participation du plus grand nombre aux débats et aux décisions de la vie locale. Nous ne sommes plus à l'âge des notables médiateurs ; nous le disons d'autant plus fort qu'il n'y a pas de notables chez nous.

3 Les élections municipales doivent donc être l'occasion d'associer à notre volonté le nouveau type de militant qui se cherche, à travers le syndicalisme, ces ersatz de partis que sont les clubs, différentes associations locales, plu-

Georges Gontcharoff.

(Suite page 4)



# SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE ESPAGNOL

Mercredi 6 mai, les Parisiens avaient répondu très nombreux à l'appel qui leur avait été lancé par le Comité français pour l'Espagne.

Au moment où le régime franquiste fête ses vingt-cinq ans de pouvoir, les travailleurs espagnols intensifient leurs luttes et les mineurs asturiens en grève, les manifestations du 1<sup>er</sup> mai à Bilbao, montrent au monde entier que le peuple espagnol misérable et exploité continue sa lutte contre le fascisme.

Plus de 7.000 personnes sont venues au Palais des Sports manifester leur solidarité au peuple espagnol.

## Etrange conception de l'objectivité

Sous la présidence de Georges Dardel, président du Conseil général de la Seine, et en présence de Mme Grimau, des allocutions furent prononcées au nom des partis ou des organisations.

M. Michel Blum, pour la Ligue des Droits de l'Homme ;

Pierre Métayer, secrétaire de la Fédération de Seine-et-Oise pour la S.F.I.O. ;

Harris Puisais, membre du Bureau national, pour le P.S.U. ;

Georges Montaron, directeur de « Témoignage Chrétien » ;

Le pasteur Georges-Richard Molard, de « Réforme » ;

Bernard Schreider, président de l'U.N.E.F. ;

Michel Soulier, vice-président du parti radical socialiste ;

Jeannette Vermeersch, membre du Bureau politique du Parti Communiste ;

Michel Schuwer, secrétaire du Comité Français pour l'Espagne.

La grande presse parisienne a fait le silence sur cette manifestation. Seuls les journaux de gauche : « L'Humanité », « Libération », « Le Populaire », en ont rendu compte. Encore faut-il signaler le regrettable « oubli » fait dans les colonnes du « Populaire » de l'intervention de

notre camarade Puisais. Etrange conception de l'objectivité !

Nous donnons ci-dessous les passages essentiels de l'intervention du représentant de notre parti :

La « paix espagnole » comme l'appelle la presse de droite française a vingt-cinq ans.

Mais si les « vingt-cinq ans de pacification » dont parle le régime ont été effectivement fêtés par le peuple espagnol, ce n'est pas de la manière dont le pouvoir l'attendait :

— Ils ont été fêtés à Bilbao et Saint-Sébastien où près de 60.000 manifestants ont exigé la liberté et le départ de Franco, à l'appel de l'alliance syndicale de l'opposition.

— Ils ont été fêtés par les mineurs dont la nouvelle grève, qui a démarré le 20 avril, ne cesse de s'étendre (plus de vingt-cinq mille ce soir).

Après vingt-cinq ans, le régime de Franco imposé par les armes (et l'aide du fascisme international) continue de n'avoir aucune base populaire.

Toutes les réformes de structures, qui devaient étre faites il y a près de trente ans restent à faire.

Cela est si vrai que les objectifs du plan de développement espagnol, qui démarre maintenant, rejoignent pour partie ceux qui étaient formulés avant 1936.

... Cela veut dire aussi très clairement qu'il faut que chacun prenne ses responsabilités et dise avec qui il est : avec les grévistes ou avec le régime.

... Mais lorsque des ouvriers, des étudiants, des intellectuels, des paysans, au risque de leur liberté, descendent dans la rue et clament leur hostilité au franquisme, nous devons dire pourquoi ils le font, et démystifier entre temps les fausses solutions que la presse du cœur et la grande presse française se hâtent d'exploiter.

Actuellement, par exemple, on conditionne l'opinion publique en proposant « la succession du Caudillo par le jeune premier Don Juan ».

Celui-ci est prêt, pour régner, à faire toutes sortes de sourires à certaines forces de l'opposition.

Il essaie ainsi de rassembler autour de lui ceux pour qui la pire des choses serait le désordre, ceux qui veulent être rassurés par le successeur de Franco, ceux qui, complices hier du régime, cherchent à se dédouaner aujourd'hui.

## Les époques de transitions politiques

Nous connaissons bien la manœuvre.

Il y a toujours chez les forces conservatrices le pourcentage nécessaire de néo-convertis pour assurer sans grand risque le passage difficile des époques de transition politique.

On trouve toujours des patrons de combat, des hommes d'affaires avisés, des économistes conséquents pour continuer de telles opérations. Mais en fin de compte celui qui est berné c'est celui qui a le plus combattu. (Ce sera le peuple espagnol).

Nous devons donc dénoncer le piège ainsi préparé. De la même manière, nous devons intensifier notre action pour dénoncer les accords économiques qui en se réalisant et en se généralisant tendent à officialiser le régime franquiste, que ces accords soient le fait du gouvernement français, du capitalisme international ou des missions commerciales de pays socialistes.

Oui, toutes ces reconnaissances « de facto » servent le régime franquiste.

Oui, tout cela, quelque déplaisir qu'on en ait, il faut le dire, il faut le dénoncer, sinon c'est le peuple espagnol qui sera dupé.

Et c'est notre rôle à nous, représentants des forces politiques de la gauche française, de le dire, et d'en tenir compte lorsque nous prenons des initiatives de solidarité avec le peuple espagnol.

Il s'agit pour nous de savoir en effet si l'on va continuer à accroître la représentativité du régime de Franco, en lui faisant place dans les organismes internationaux où il n'est pas, ou si au contraire nous allons manifester notre solidarité aux opposants espagnols et pas seulement par des mots, mais concrètement.

Nous disons, nous, sans ambages que nous sommes solidaires de ces opposants-là, et que cette solidarité nous la manifesterons sous toutes les formes nécessaires.

Nous le disons avec d'autant plus de responsabilité que nous n'ignorons pas les difficultés que vont devoir affronter les militants espagnols qui s'engagent dans les nouvelles batailles.

## Contre le fascisme Pour la liberté

Ils risquent la répression, sous toutes les formes, y compris les tortures, comme les ont subies les mineurs asturiens, et les multiples détenus des diverses régions, et des diverses prisons d'Espagne : y compris la mort comme l'a si tragiquement montré l'assassinat odieux de Julian Grimau, qui a bouleversé et révolté l'opinion publique française.

Mais nous savons par expérience que rien ne peut arrêter un mouvement populaire quand il se bat contre le fascisme et pour la liberté. A chaque répression, de nouveaux militants se lèvent.

Il nous appartient d'aider ces militants et d'interdire que la répression s'abatte sur eux.

Pour cela, il faut dénoncer sans relâche toutes les violations des droits les plus élémentaires telles qu'elles se déroulent en Espagne.

Pour cela, il faut interdire à notre gouvernement de continuer à accorder l'aide et le soutien qu'il accorde au régime franquiste.

Il faut mener campagne à travers le pays pour que cesse cette aide. C'est un objectif que nous pouvons atteindre et qui serait la manifestation parfaitement concrète de notre solidarité.

Pour cela également, il faut que les travailleurs espagnols qui, obligés de s'expatrier, viennent travailler dans notre pays, sachent qu'ils sont nos camarades, et que nous entendons nous battre avec eux, pour qu'ils puissent vivre un jour dans une Espagne socialiste.

A nos camarades espagnols qui en France ont porté depuis vingt-cinq ans la lourde peine de l'expatriation.

A nos camarades qui luttent en Espagne, en « partisans », pour abattre Franco, nous adressons notre salut fraternel. Nous leur disons : « Votre combat est le nôtre, c'est celui pour la dignité de l'homme, pour sa liberté. »

La résolution suivante, dont nous donnons les grandes lignes, a été approuvée à l'unanimité par la nombreuse assistance.

« Nous nous élevons en tant que Français et en tant que démocrates contre l'aide que le régime franquiste, cette survivance la plus typique du fascisme en Europe, ne cesse de recevoir de la part du gouvernement français. »

« Le peuple de France est le frère du peuple d'Espagne, et un gouvernement qui aide Franco à maintenir le peuple d'Espagne dans des souffrances barbares ne peut prétendre parler et agir ainsi au nom de la France. »

« Les grandes luttes populaires qui se développent en Espagne, celles qui se préparent, annoncent de grands changements et sonnent le glas de la dictature franquiste. »

« Un peuple qui lutte pour sa liberté dans de si remarquables conditions doit pouvoir compter sur la solidarité massive des autres peuples. »

« Nous déclarons solennellement au nom de tous les démocrates français ici représentés, au nom de tous ceux qui sont prêts à s'unir à nous, que le peuple d'Espagne en lutte pour la démocratie peut compter sur l'appui du peuple français. »

## RÉFLEXIONS SUR LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

(Suite de la page 3)

sieurs mouvements de masse, particulièrement en milieu jeune.

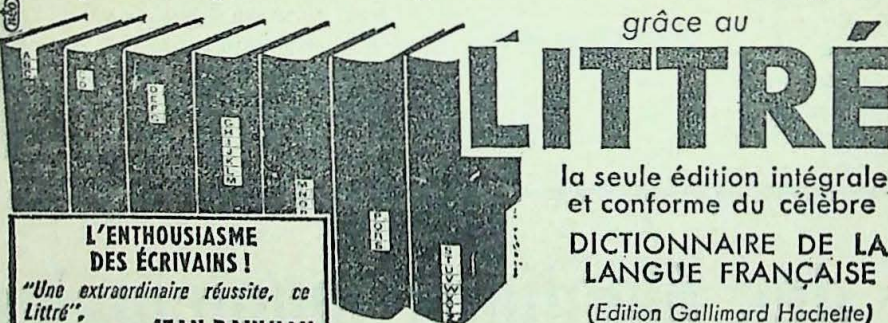
Là encore, nous devons adopter, à mon avis, une solution équilibrée ; d'une part, nous ne pouvons pas affirmer que les partis sont moribonds et que le salut viendra de ces formes nouvelles ; d'autre part, nous ne pouvons pas affirmer que les partis, tels qu'ils sont traditionnellement conçus, peuvent répondre d'une manière satisfaisante aux situations nouvelles et rejeter avec mépris les « forces vives » qui s'expriment à travers ces formes nouvelles. Nous ne pouvons concevoir notre campagne municipale avec elles seules et sans les partis, mais inversement, nous ne pouvons la préparer avec les seuls partis en les méprisant. C'est l'originalité et la force de la politique du Front socialiste que d'associer paritairement les forces des partis et celles des syndicats et des mouvements de masse. Et nous savons bien que le P.S.U. trouve localement sa vraie dimension (sa dimension potentielle) là seulement où il sait faire partager son souci aux unions locales syndicales, aux animateurs locaux des associations vivantes.

Quand nous trouvons cette assise il est impossible de nous minimiser ou de nous écarter, au profit de ceux qui ont peut-être encore une rémanence électorale, mais plus de militants, et encore moins d'idées nouvelles.

Quand nous trouvons cette assise, nous échappons au risque de l'électoralisme qui peut menacer des camarades lassés par des années de travail politique difficile ; nous portons au niveau de la compétition électorale non pas nos ambitions personnelles mais les intérêts des travailleurs, exprimés par toutes les organisations qui les représentent en tant que producteurs ou en tant que consommateurs.

Quand nous trouvons cette assise nous sommes assurés que le P.S.U. est bien dans sa vocation propre qui est bien d'être un parti « pas comme les autres ».

## Ne parlez pas "franglais" ! Parlez français



grâce au

## LITTRÉ

la seule édition intégrale et conforme du célèbre Dictionnaire de la Langue Française

(Edition Gallimard Hachette)

### L'ENTHOUSIASME DES ÉCRIVAINS !

« Une extraordinaire réussite, ce Littré. »

**JEAN PAULHAN**

de l'Académie Française

« Par sa forme inhabituelle, il sera facile à loger dans les bibliothèques et à portée de la main. C'est le plus beau cadeau que l'on puisse faire à un homme instruit et désireux de s'instruire. »

**MAURICE GARÇON**

de l'Académie Française

« Un cadeau royal et précieux. »

**FRANÇOIS MAURIAU**

de l'Académie Française

« Bravo pour le Littré ! Le format, la différence de caractères, la marge spacieuse où débordent le mot cherché, la reliure, tout témoigne d'une connaissance parfaite de ce que l'on peut souhaiter d'un dictionnaire. »

**MARCEL JOUHANDEAU**

« L'enveloppe nouvelle, sous laquelle se présente un texte reproduit avec vénération, n'est pas une des moindres joies que procure aux lecteurs ce roman d'aventures - les aventures de la langue française. »

**RAYMOND QUENEAU**

de l'Académie Goncourt

« Ce monument national » comme disait Pasteur, ce « trésor de notre langue » (Le Figaro), cette « bible de l'homme cultivé » (Arts) est l'ouvrage de base de toute bibliothèque. Qui veut écrire ou parler correctement le français doit se référer à cette autorité indiscutée. La nouvelle édition, la seule, la vraie ! - reproduisant scrupuleusement le texte de l'ancienne devenue introuvable, lui est supérieure par la clarté et la maniabilité. Elle a été primée à l'Exposition Triennale des Arts Français et adoptée par toutes les grandes bibliothèques, l'Académie, le Ministère de l'Éducation Nationale, etc... Elle comprend 7 volumes de 2.000 pages, format 13x26 sur velin ivoire, reliés pleine toile.

### Profitez des conditions exceptionnelles faites à nos lecteurs :

10 mensualités de 45 fr. ou 406 fr. (en un seul versement au comptant ou en 3 mensualités de 135 fr. 35 sans augmentation de prix). Vous n'avez rien à payer d'avance. Il vous suffit de remplir le bon de commande ci-dessous et de l'adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle, pour recevoir immédiatement les volumes sans frais de port et d'emballage et avec DROIT DE RETOUR. C'est-à-dire que si vous êtes le moins du monde déçu par la présentation des volumes, vous pouvez les renvoyer dans les 3 jours sous leur emballage d'origine et vous êtes quitte de tout engagement. Vous ne courez donc aucun risque puisque votre commande ne sera définitive que lorsque vous aurez vu l'ouvrage. Mais hâtez-vous car les conditions de la présente offre ne peuvent être garanties que pour une quinzaine.

**BON** à adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle - Paris (VII<sup>e</sup>)

(Valable seulement pour la France Métropolitaine)  
Veuillez m'adresser le Littré, édition intégrale en 7 tomes. Je réglerai (cocher la case figurant devant la formule choisie)

- comptant à réception des volumes : 406 Fr.
- en 3 versements mensuels de : 135 Fr. 35
- en 10 versements mensuels de : 45 Fr.

Je garde le droit de vous retourner les volumes dans les 3 jours dans leur emballage d'origine et serai en ce cas libre de tout engagement.

Nom..... Profession.....

Adresse..... Signature.....

N° C.C.P. ou bancaire.....

T.S. 4



# LE KENNEDY ROUND :

## UN DÉBAT ENTRE LES RICHES DU MONDE

**R**IEN de commun avec les « reprises » d'un match de boxe : le Kennedy round sera une négociation longue ; les plus optimistes parlent de dix-huit mois à deux ans. Nous aurons donc bien d'autres occasions d'en reparler. Encore est-il utile de savoir au début de l'affaire en quels termes se pose le problème, une fois ramené à ses données essentielles.

En schématisant quelque peu, on pourrait dire que les principaux antagonistes sont d'une part les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ; d'autre part les Six du Marché commun européen.

Les Américains, sur l'initiative de Kennedy, voudraient abandonner leur tradition protectionniste en obtenant des compensations du plus grand nombre possible de pays : ils souhaitent aboutir à un abaissement général des droits de douane.

Ils sont inspirés par plusieurs modèles :

1) Leur balance des paiements est devenue déficitaire, moins à cause de l'aide économique et militaire qu'ils accordent à un nombre élevé de pays, ou à cause d'un excédent des importations sur les exportations qu'à cause des évasions de capitaux qui vont s'investir de plus en plus hors des Etats-Unis.

2) Ils sont encombrés de surplus, notamment les surplus agricoles, dont le seul entretien dépense des sommes considérables.

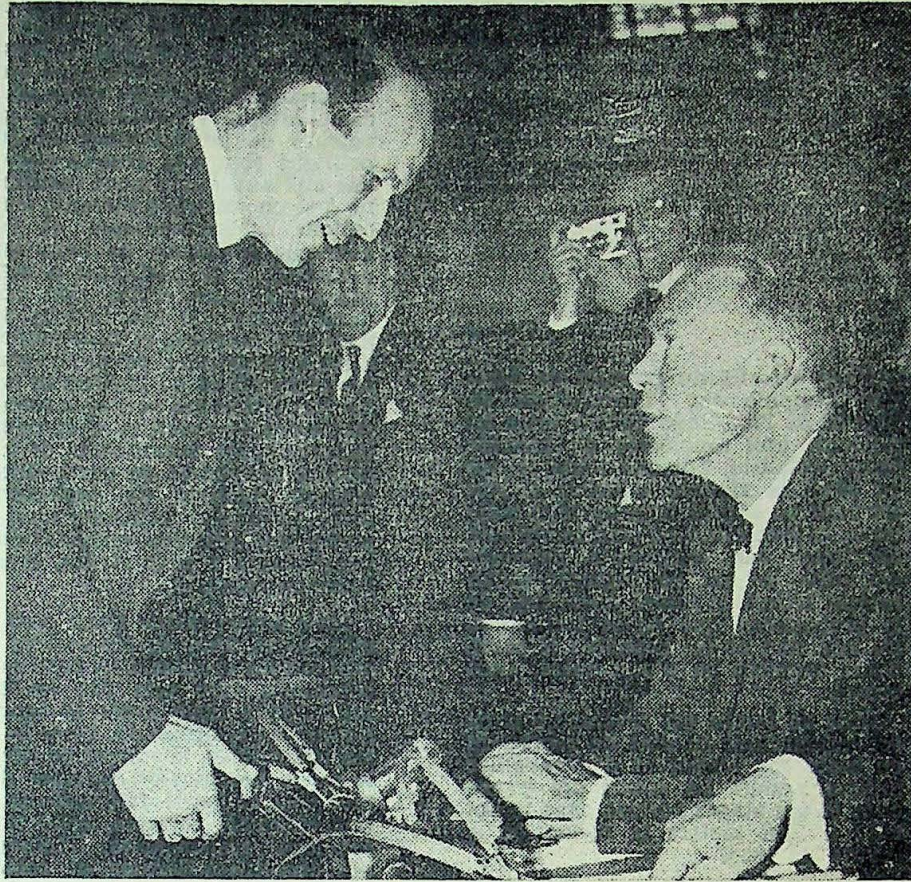
3) L'Europe, surtout l'Europe continentale des Six, bien qu'encore en retard par rapport à eux, n'est plus celle de l'époque du plan Marshall qui avait besoin de l'aide américaine. Elle commence à être redoutée comme un concurrent possible.

4) Enfin les Américains voient dans le développement du commerce international, selon l'optique du libéralisme économique, une marque de progrès économique général.

### Fermer un certain nombre de débouchés

Les Britanniques, fidèles à leur tradition libre-échangiste et dont la prospérité a toujours été fondée sur l'intensité des échanges internationaux, sont dans l'ensemble favorables à la thèse américaine. Ils ont été enclins à voir dans la création du Marché commun de l'Europe continentale de l'Ouest une tentative pour fermer un certain nombre de débouchés traditionnels de leur production.

Quant aux Six, ils ne sont pas opposés au principe d'un abaissement général des tarifs. Mais ce qu'ils n'admettent pas, c'est la procédure proposée par les Américains. Ceux-ci demandaient (sous réserve de quelques nuances) une réduction identique de part et d'autre de 50 p. 100. Or, dans l'ensemble, les tarifs américains sont beaucoup plus élevés que ceux des pays du Marché commun. Dans certains cas, les différences sont considérables. Aussi adopter cette méthode automatique aboutit à laisser subsister des tarifs américains encore élevés, donc une certaine forme de protection douanière, alors qu'on serait arrivé du côté européen à un niveau très bas, proche de l'abolition de toute protection. L'Europe, d'autant que son industrie est moins « compétitive » que celle des Etats-Unis, risquerait d'être inondée de produits américains concurrençant dangereusement sur place les industries européennes et entraînant récession et chômage.



(Photo Agip.)

Giscard d'Estaing et M. Herter à Genève : des positions déjà connues.

Le risque est encore plus grand pour les productions agricoles : on retrouve ici une difficulté déjà rencontrée à propos du Commonwealth britannique, lorsque l'Angleterre voulait entrer dans le Marché commun. Avec les Etats-Unis, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande produisent à bas prix des quantités considérables de produits alimentaires.

Ainsi s'explique le débat engagé dès l'ouverture de la négociation. Simple querelle de mots en apparence. Les Etats-Unis voulaient faire décider que la réduction de 50 p. 100 était l'objectif de la conférence. Les Européens ont fait admettre, pour ne pas être liés par une sorte d'engagement, que ce n'était qu'une base de travail.

L'obstacle majeur réside en réalité dans le fait que la négociation confronte surtout les « riches » du monde et qu'une solution est cher-

chée dans une conception « libérale » des échanges internationaux. Ce serait par exemple un non-sens d'ouvrir grandes les portes de l'Europe aux surplus de production agricole des Etats-Unis et du Canada, alors que l'agriculture européenne se pose elle-même des problèmes de débouchés pour ses excédents. Mais dans le même temps, dans les pays sous-développés, des millions d'hommes sont sous-alimentés. Le Kennedy round, s'il se termine dans de bonnes conditions, peut sans doute avoir d'heureux effets sur l'intensification des échanges. Mais une négociation internationale sur la stabilisation des prix mondiaux des matières premières et sur l'aide aux pays sous-développés aurait encore plus de justifications et contribuerait plus directement à un progrès général.

R. V.

## Qui participe à la négociation ?

Le Kennedy round est souvent présenté comme un débat entre les Etats-Unis et les pays membres du Marché commun européen. Ce sont, en effet, les principaux antagonistes. Mais il s'en faut qu'ils soient les seuls. Au total, soixante-quinze pays prennent part à la négociation : ce sont les pays non communistes, qui appartiennent au G.A.T.T. (General Agreement on Trade and Tariff, Accord général sur le commerce et les droits de douane).

Il faut ajouter cependant que la Pologne vient de demander à être admise à la négociation : à l'unanimité il a été décidé d'examiner favorablement cette requête.

La plupart des pays qui, avec l'Angleterre, font partie de la zone européenne de libre-échange, sont pour l'essentiel favorables aux thèses américaines.

Enfin il convient de noter que c'est l'exécutif du Marché commun (Com-

mission européenne : Hallstein, Marjolin) qui négocie au nom des Six, et non les ministres représentants chacun des Etats. Ceux-ci sont en principe d'accord pour adopter une position commune dont ils ont déterminé les grandes lignes au mois de décembre. Cela ne signifie nullement qu'ils aient réalisé une totale unité de vue. Les Hollandais, traditionnellement orientés vers le commerce mondial, sont les plus favorables à une « ouverture ». A l'autre extrême, les Français sont davantage orientés vers une attitude protectionniste.

Cependant les Six sont déjà liés par une solidarité de fait, malgré la diversité de leurs structures économiques : par rapport au reste du monde du point de vue des droits de douane, ils constituent un bloc. Pour eux, la négociation ne porte pas sur les tarifs français, belges, allemands, etc., mais sur le tarif extérieur commun (T.E.C.) qui est perçu aux frontières de l'ensemble du territoire des Six.

### Pourquoi « Kennedy round » ?

Les négociations qui se sont ouvertes à Genève le 4 mai dernier, et que l'on a appelées la plus grande conférence économique mondiale, sont généralement désignées par les termes « Kennedy round ».

D'où vient ce nom ?

C'est que l'initiative en revient au précédent président des Etats-Unis, John Kennedy. Celui-ci en effet a fait adopter par le Congrès à l'automne 1962 une loi qui autorise l'exécutif américain à réduire les tarifs douaniers dans des proportions importantes (50 %) s'il obtient une diminution réciproque de la part des autres gouvernements et notamment des Six du Marché commun (C.E.E. : Commission Economique Européenne).

Il revient à une tentative pour abandonner la politique économique traditionnelle des Etats-Unis, fortement protectionniste. L'initiative Kennedy était soutenue par les syndicats ouvriers (A.F.L., C.I.O.) et les organisations d'agriculteurs, mais combattue dans certains secteurs industriels (la sidérurgie par exemple).

## BONS DE SOUTIEN

### AVEZ-VOUS ACHETE VOTRE CARNET ?

Nous vous rappelons la liste des lots :

- 1<sup>er</sup> lot : une voiture Renault R 4 L ;
- 2<sup>e</sup> lot : un combiné stéréophonique ;
- 3<sup>e</sup> lot : un réfrigérateur ;
- 4<sup>e</sup> lot : une caméra avec étui ;
- 5<sup>e</sup> lot : un électrophone ;
- 6<sup>e</sup> lot : un bateau pneumatique ;
- 7<sup>e</sup> lot : un magnétophone ;
- 8<sup>e</sup> lot : un aspirateur ;
- 9<sup>e</sup> lot : un poste transistor ;
- 10<sup>e</sup> lot : un appareil photo avec étui ;

Du 11<sup>e</sup> au 20<sup>e</sup> lot : un rasoir Remington ; du 21<sup>e</sup> au 30<sup>e</sup> lot : un coffret Kodak ; du 31<sup>e</sup> au 40<sup>e</sup> lot : un duvet ; du 41<sup>e</sup> au 50<sup>e</sup> lot : un matelas pneumatique ; du 51 au 60<sup>e</sup> lot : un lit de camp ; du 61 au 70<sup>e</sup> lot : un jeu de ping-pong ; du 71<sup>e</sup> au 80<sup>e</sup> lot : un livre d'art ; du 81<sup>e</sup> au 90<sup>e</sup> lot : un album de disques ; du 91<sup>e</sup> au 100<sup>e</sup> lot : un fer Thermor ; du 101<sup>e</sup> au 110<sup>e</sup> lot : un combiné Marinette ; du 111 au 1.110<sup>e</sup> lot : un disque 45 tours ou un livre.

soit au total 1.110 lots, représentant plus de 3 millions d'AF

Le tirage aura lieu le 30 mai 1964

Les lots devront être retirés avant le 30 juin 1964

Il ne vous reste plus que trois semaines. N'oubliez pas d'acheter votre carnet.

### BULLETIN D'ADHESION

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.  
(Bulletin à retourner au siège du P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris (15').



# Fabriquer l'avenir du

## I. — Le plan de travail

Le plan de travail que nous proposons au parti est ambitieux mais, d'une certaine manière, il n'est pas équilibré. Le fonctionnement idéal de la formation politique dans un parti démocratique consiste en ce que la volonté de perfectionner sa culture politique soit très grande chez chaque militant, que chaque section donne à ses nouveaux adhérents les indications bibliographiques et l'enseignement socialiste de base qui lui permettront de participer à des réunions publiques, d'être plus efficace dans les diverses associations dont il peut être membre, et l'amèneront ensuite à demander de participer aux écoles fédérales ou régionales de formation. Les écoles ou stages nationaux seraient seulement, et c'est déjà très important, les instruments de la formation des cadres du parti. Une conception rigoriste de l'efficacité de cette formation pourrait aussi comporter une sélection systématique des participants à tous stages, cycles de cours ou sessions.

Malheureusement, nous n'en sommes pas là. Trop de fédérations reposent sur les épaules d'un petit nombre d'hommes trop pris par les tâches immédiates pour avoir le temps de s'occuper de formation. Dans les grosses fédérations, le volume de l'activité, le poids des masses énormes de papier que ce parti fait circuler, avec une efficacité variable, entre tous ses échelons responsables, l'importance des initiatives locales et régionales à prendre font que trop souvent la formation est un peu délaissée, sauf dans quelques cas que l'échelon national connaît bien. Calvados, Eure, Isère, plus épisodiquement Finistère, Rhône, Savoie, Alpes-Maritimes et les fédérations animatrices de bons centres d'études : Loire, Côtes-du-Nord, Haute-Garonne. Seules, les trois fédérations parisiennes, pour la raison évidente qu'elles ont de plus grosses ressources en hommes, ont pu faire à la formation une place permanente et importante dans leurs activités.

## Les stages

Dans ces conditions, le problème est moins de mettre en place des structures permanentes que d'amorcer la pompe. Il faut créer le besoin de formation en organisant des manifestations réussies, et offrir ainsi au plus grand nombre possible de camarades l'occasion de devenir ainsi, à leur tour, animateurs de formation.

Comme à l'ordinaire, et aussi longtemps que le parti vivra en drame avec lui-même, les éléments essentiels nous ont paru être ceux qui comportent la vie en commun des camarades. La volonté de vaincre un « adversaire » ou de confronter agressivement des idées dégénérées en dogmes coupe court à toute discussion réelle et à toute connaissance de l'autre, c'est-à-dire finalement à toute démocratie. Au contraire, pendant la sieste, pendant les veillées, après des séances riches en information nouvelle, et quand il n'y a aucun vote à émettre, il n'est finalement rien de plus intéressant à faire que de mettre à l'épreuve ses idées sur le socialisme en découvrant celles des autres.

Quatre stages nationaux seront donc organisés en 1964. Vous en trouverez les programmes détaillés dans cette page.

Le stage le plus important est consacré aux problèmes des entreprises. Il devait primitivement avoir lieu en mai, et vient d'être reporté à novembre pour pouvoir rassembler plus de participants. C'est un stage bien rodé puisqu'il y en a déjà eu trois du même type. Les camarades qui avaient participé aux précédents furent, en général, satisfaits. Souhaitons qu'il en soit de même cette année. Les conditions de participation à ces stages sont particulières. Que tous les camarades qui sont intéressés n'hésitent pas à nous demander de les leur faire connaître.

Un stage étudiant sera organisé comme en 1961 et 1962. Mais, cette année, nous avons choisi la deuxième

quinzaine d'octobre, qui semble finalement plus commode, bien qu'il n'y ait pas de date parfaite. La formule du stage sera profondément transformée. A titre d'expérience, il aura lieu à Paris de manière à pouvoir être plus ouvert.

Enfin, deux stages spécialisés sont organisés, l'un sur le front socialiste et la politique du contre-plan, l'autre sur les objectifs et les méthodes de l'action politique locale. Dans ce dernier cas, nous souhaitons donner aux camarades les outils nécessaires pour préparer les élections municipales dans de bonnes conditions.

## Les week-ends

En plus des stages, les fédérations de Paris et de Banlieue organisent un certain nombre de week-ends consacrés à des problèmes variés. Trois ont déjà eu lieu, dont voici les thèmes :

— le mouvement socialiste et l'Europe ;

— les problèmes économiques et politiques de la région parisienne ;

— comment améliorer l'efficacité du travail en groupe.

Ce furent en général des succès, en ce sens qu'on y a fait du bon travail. Pour deux d'entre eux, cependant, l'assistance aurait pu, sans inconvénient, être un peu plus nombreuse.

Trois autres week-ends sont prévus, sur :

— le socialisme dans les pays économiquement développés (13-14 juin) ;

— la politique du contre-plan (26-27 septembre) ;

— les élections municipales (17-18 octobre).

Tous les militants habitant la région parisienne peuvent se rendre à l'invitation des fédérations organisatrices : Paris et Banlieue.

Notre désir, en cette matière, serait de parvenir à ce que les sessions de formation soient exclusivement organisées au niveau régional, l'échelon national bornant sa tâche à fournir des thèmes, des animateurs, du matériel audiovisuel pour les veillées, etc. Ces expériences des fédérations de la région parisienne sont faites à leur initiative. Il faut souhaiter que ces exemples se multiplient. De nombreux projets sont en cours de mise au point pour juin et septembre. C'est un bon signe.

## Les cycles permanents

Les fédérations de Paris et de Banlieue ont tenu un cycle de formation spécial pour les nouveaux adhérents, en neuf séances, le mardi soir, de 19 h. 30 à 21 h. 30. Le premier cycle a été suivi par vingt-cinq stagiaires environ. La décision est prise d'en faire une formule permanente de formation : le cycle de neuf séances reprendra tous les trimestres, le deuxième est en cours, toujours le mardi soir à 19 h. 30 (81, rue Mademoiselle).

Un effort particulier de pédagogie active a été fait pour ces cycles permanents. Les séances sont bâties à partir des questions que posent les militants. Le plus souvent possible graphiques, schémas, croquis viennent illustrer l'organigramme des syndicats, le fonctionnement du P.S.U. ou la croissance économique depuis dix ans. C'est même à la chanson moderne que nous avons demandé, un soir, quelle peinture elle faisait de la société où nous vivons.

Lorsque tout ceci sera bien rodé, peut-être dès le deuxième cycle, nous voudrions arriver à mettre tout ce matériel à la disposition des fédérations de province qui voudraient se livrer à un travail de même nature. De d'avis des fédérations intéressées, cette première expérience a donné des résultats très positifs.

## Les fiches

C'est l'ossature de la formation que les sections peuvent prendre en charge elles-mêmes. L'article ci-contre rappelle les titres parus... et leur succès.

**C**LE de l'avenir du parti, la formation est une activité qui vise à long terme. C'est pourquoi on ne peut s'y adonner que quand le parti se porte bien. Après des balbutiements en 1960, la grande année fut 1961 : quatre stages nationaux, cent deux stagiaires, sept ou huit fiches publiées dans l'année, et, à la connaissance de l'échelon national, une bonne douzaine de week-ends ou sessions d'études fédérales ou régionales.

Déjà en 1962, l'enthousiasme y était moins. Trois stages seulement purent être organisés. Les autres projets furent décommandés faute de demandes des camarades. Sessions et week-ends fédéraux marquèrent aussi un petit ralentissement par rapport à 1961. Mais, tout de même, on s'accrochait. Le programme des fiches ne subissait pas de ralentissement.

En 1963, nos débats intérieurs ont occupé à la fois tout le temps des responsables et toutes les préoccupations des militants. Et puis il faut bien dire que, dans un certain état de tension politique, il n'y a plus de formation possible. La meilleure des formations, et à mes yeux la seule admissible, est celle qui apprend aux camarades à se former eux-mêmes. La vraie démocratie se trouve réalisée lorsque le

partage effectif du pouvoir de décision s'appuie sur l'information de chacun et l'habitude qu'il a prise de réfléchir aux problèmes du mouvement socialiste. Lorsque toute la vie du parti se résume à savoir si l'on est pour ou contre telle ou telle politique, la formation ne peut servir qu'à distribuer des arguments supposés définitifs, ce qui ne présente qu'un intérêt réduit, et relève davantage de la propagande que de la formation. De fait, rien ne fut possible : le parti, d'une manière ou d'une autre, était coincé.

Mais ce temps est révolu. Le parti est aujourd'hui en état de reprendre en main son avenir et d'y travailler inlassablement. La saison des week-ends et des stages revient avec le soleil : il faut mettre la formation à l'ordre du jour.

Dans le domaine de la formation et des études, les programmes qui vous sont proposés pour cette année sont ambitieux. La présente double page de *Tribune Socialiste* vous en donne quelques aperçus détaillés. Dans cet article, je voudrais me borner à :

1°) une présentation résumée du plan de travail ;

2°) quelques commentaires sur les méthodes de formation et sur le travail de formation à l'échelon local.

## STAGES 1964

Dès maintenant, prenez vos dispositions pour participer aux stages de 1964. Nous en projetons quatre qui dureront six jours et qui se tiendront, en général, dans la région parisienne. Pour tous renseignements complémentaires, écrivez au Service national de formation.

### Programme

N° 1. — Stage « Entreprise » : première quinzaine de novembre.

L'entreprise : entreprise publique et privée, structures de l'entreprise, fonctionnement financier.

Vie syndicale et politique de l'entreprise : stratégie ouvrière, gestion ouvrière, le militant P.S.U. dans l'entreprise.

Le mouvement ouvrier : histoire, relations syndicats-partis.

N° 2. — Stage sur le « contre-plan » : du 10 au 16 août 1964.

### Programme

Signification socialiste de la planification, signification gaulliste de la planification ; l'opinion et le « mythe » du plan ; le contre-plan, contenu d'une alternative socialiste pour aujourd'hui ; le contre-plan, esquisse d'un plan socialiste pour l'avenir.

N° 3. — Stage sur les « municipales » : deuxième quinzaine de septembre.

### Programme

La municipalité et ses fonctions, rôle d'un conseiller municipal, vision des besoins de la municipalité par l'électeur moyen.

L'action municipale : logement et urbanisme, aide sociale, éducation populaire, économie.

Etude sur les lieux de propagande les plus efficaces dans une ville, comment faire l'étude sociologique d'un quartier.

N° 4. — Stage « étudiants » : deuxième quinzaine d'octobre.

### Programme

L'étudiant et la réforme de l'enseignement, place de l'étudiant dans la société, étudiant et classe ouvrière, rôle du syndicat étudiant, dimension politique de l'étudiant, place de l'étudiant dans le parti.

## Week-ends

Les week-ends auront pour but la formation pratique des militants. Les sujets seront traités de manière que chacun participe activement. De larges discussions — à partir des questions posées par les participants — réaliseront un échange de vues et d'informations. Des conclusions concrètes seront tirées de chaque week-end.

13-14 JUIN 1964 : LE SOCIALISME DANS LES PAYS ECONOMIQUEMENT DEVELOPPES.

26-27 SEPTEMBRE : LE POUVOIR ECONOMIQUE DANS LA SOCIETE FRANÇAISE ACTUELLE.

17-18 OCTOBRE : LE CONTRE-PLAN.



# P.S.U. : la formation

**Le Bulletin.** — A ces activités de formation, dont aucune n'est vraiment nouvelle, sauf peut-être le cycle permanent par ses méthodes, s'en est ajouté une autre. Le Bureau national a décidé que certains numéros du Courrier du P.S.U. seraient des numéros spéciaux exclusivement consacrés aux problèmes de formation.

Les secrétaires de section ont ainsi reçu un premier bulletin qui, outre les communications sur l'activité en cours, fournissait une bibliographie commentée et les résultats d'une enquête d'opinion sur la force de frappe et apportait de nombreuses idées sur la manière d'entreprendre une action locale ou municipale. L'idée d'un tel bulletin, c'est qu'il doit être directement utilisable pour la réflexion et pour l'action des militants, sans être encombré de la littérature procédurière qui est malheureusement indispensable au fonctionnement du parti. Le bulletin est servi aux secrétaires de sections et aux abonnés du Courrier. Le deuxième numéro est en préparation.

## II. — La formation dans le parti

Tel est donc le plan de travail. Il est très ambitieux. Manifestement, dans le domaine de la formation, l'offre dépasse en ce moment la demande. Ce n'est pas grave : l'appétit vient en mangeant. La seule nécessité absolue est précisément de fournir suffisamment de moyens de formation et d'étude pour qu'aucun camarade ne se trouve dans la situation de vouloir compléter son information sur tel ou tel aspect du socialisme sans pouvoir y arriver.

Mais il n'appartient pas à l'échelon national de proposer une formation dirigée. Dans notre esprit, il faut avant tout répondre aux besoins et aux aspirations des camarades de la base, et notamment des fédérations les plus démunies de moyens.

### Des responsables régionaux

L'idéal serait que l'essentiel du travail de formation et d'étude se fasse au niveau fédéral et surtout régional. C'est là que les besoins sont le mieux ressentis et exprimés. Il faudrait donc que les groupements régionaux de fédérations désignent des responsables régionaux à la formation ou, à défaut, des correspondants, et que les journées d'études ou sessions soient organisées sur leur initiative, avec simplement l'appui technique de l'échelon national. Tant que ceci n'est pas fait, des réalisations seront, bien sûr, proposées... Ne critiquez pas trop vite les initiatives parisiennes : dans ce domaine, les Parisiens demandent à tous les militants de prendre eux-mêmes l'initiative. C'est seulement ainsi que les aspirations de la base seront respectées. Dès que les responsables régionaux, ou à défaut fédéraux, sont désignés, faites-le nous savoir.

### Une pédagogie démocratique

La démocratie n'est pas seulement affaire de respect de l'initiative de la base. Quand on fait de la pédagogie, la démocratie consiste aussi, et surtout, à savoir éviter le bourrage de crâne, et à faire s'exprimer authentiquement les préoccupations de chacun. Cela veut dire que nous cherchons à diminuer l'importance des « cours » ou des « conférences ». Au contraire, les séances commencent par l'inventaire des questions que les participants ont à poser sur le sujet. Ensuite, la réflexion se développe dans un vrai dialogue critique. Certaines discussions, au cycle permanent ou au week-end sur l'Europe furent vigoureuses... Pour le week-end sur la région parisienne, un questionnaire avait même été envoyé à l'avance aux participants. C'est seulement de cette façon et absolument pas par des négociations de sommet entre chefs sé-

sectes que les camarades pourront voir réalisée la vraie démocratie à la base c'est-à-dire d'abord le dialogue.

Curieusement, cela a un inconvénient : les membres du P.S.U. y sont peu habitués. Ils aiment les laïus abondants, cela fait partie de leur confort et, quelquefois, ils sont mal à l'aise quand on leur demande de s'exprimer. Ainsi, sur la région parisienne, certains se sont sentis peu heureux de constater leur manque d'information... et d'engueuler les organisateurs : « Mais qu'est-ce que tu attends pour faire ton laïus ? » Bien sûr, le laïus est venu. Mais l'expérience était utile à faire. De la même manière, certains se souviendront de cette séance, au cycle permanent, où l'on a demandé à chacun de dire ce que c'était pour lui que le socialisme. Pas si commode, essayez !

### Une formation ouverte

Voilà donc quels sont les grands traits du travail de formation qui est engagé. Il reste à préciser quelques points. A notre sentiment, ce doit être une formation très ouverte.

Ouverte sur tous les problèmes et sur toutes les opinions, c'est-à-dire non dogmatique : ce qui vient d'être dit des méthodes montre clairement que le dogmatisme n'est pas pensable avec de telles méthodes. Ce n'est pas « le parti » qui forme « ses militants », mais c'est l'ensemble des militants du parti qui doivent se former eux-mêmes et réfléchir par eux-mêmes, avec simplement l'aide technique des responsables.

Formation ouverte sur toutes les techniques aussi. Le laïus est certes une chose encore utile, mais les techniques audio-visuelles, les enquêtes par interviews, le travail en petits groupes sont autant de moyens utiles du travail politique dont nous entendons nous servir.

Enfin, la formation doit surtout être ouverte aux hommes. Tout ce que fait le P.S.U. en matière de formation doit pouvoir être ouvert à d'autres qu'à des membres du parti, c'est une des lois fondamentales du Front socialiste. C'est seulement ainsi que nos camarades syndicalistes ou membres des mouvements de jeunesse pourront

faire ainsi meilleure connaissance avec le parti, afin, peut-être, d'y adhérer. Dès à présent, week-ends et cycle permanent ont accueilli des sympathisants. C'est un tout petit début. C'est par là que le parti grandira.

Il y a donc du pain sur la planche. Or, par sa nature, le travail de formation est un grand mangeur d'hommes : une fiche est plus longue à faire qu'une motion, un week-end beaucoup plus lourd à organiser qu'une réunion de section. Et le parti a bien peu d'argent et pas de permanent. C'est dire qu'il ne faut pas vous attendre à ce que tout ce programme, mis en œuvre par des camarades qui disposent de peu de temps, se déroule sans incident. Mais il est à notre portée. Si l'ensemble des camarades, et surtout des secrétaires de fédération et de section, conscient de ce que l'avenir du parti passe par la formation de ses militants, s'attelle à la tâche et participe à toutes ces initiatives, l'année 1964 sera vraiment celle du retour à la santé.

Georges Servet.

## Rançon du succès

## Deux fiches de formation rééditées Une douzaine d'autres vont être publiées

La rançon du succès, pour un conférencier, c'est d'être appelé à recommencer son exposé pour satisfaire un nouvel auditoire. Pour un chanteur, c'est de « bisser » un couplet ou de rajouter à son programme un nouvel air, réclamé par le public.

Pour les responsables de la formation des militants P.S.U., la rançon du succès est de devoir rééditer les « fiches de formation » qui sont déjà épuisées et d'en publier de nouvelles, pour répondre à la curiosité et aux besoins des camarades. Telle est — mai oui ! — la situation actuelle.

Les deux premières fiches de formation éditées par le P.S.U. — sur les questions de pouvoir d'achat (fiche n° 2) et sur la période consécutive à la Libération — viennent d'être rééditées pour satisfaire à la demande. Si pour la seconde, il s'agit d'une réédition pure et simple, pour la première — celle concernant le niveau de vie des Français — il s'agit en fait d'une fiche presque entièrement neuve, tant les compléments ont été nombreux.

Cette fiche traite aussi bien de l'inégalité des niveaux de vie en France — de 1 à 800 pour les revenus bruts ! — que des raisons de scandaleuses fortunes qui s'évalent (ou se cachent) et des motifs de la misère de millions de vieux et d'économiquement faibles. Pratiquement, tous les chiffres essentiels que l'on possède en France sur ces questions scabreuses et généralement tues — bien que politiquement capitales — sont cités par la fiche, dans sa nouvelle version.

### Tout sur l'inégalité en France

Elle évoque également les « tripatouillages » d'indices, dont Giscard d'Estaing — après Ramadier — s'est rendu familier ; le retard des prestations familiales sur les prix ; les causes des hausses de salaires ; l'évolution de la consommation des Français ; l'inégalité des familles devant le confort, les vacances ou la santé... Enfin, elle se termine par un rappel des divers types d'actions — sociales, économiques et politiques — à entreprendre par les salariés pour remporter sur le capitalisme la bataille du pouvoir d'achat.

Nul doute que cette nouvelle version — bien plus complète — de la fiche n° 1, connaisse le même succès que celle qui l'a

précédée. Nous ne saurions donc trop conseiller aux amateurs de passer leurs commandes sans tarder (1). Sinon, ils risqueraient de se retrouver dans la même situation qu'il y a quelques semaines ; c'est-à-dire sans fiche !

Le même conseil vaut pour les onze autres fiches actuellement disponibles. Près de la moitié d'entre elles arrivent à un niveau de stock proche du zéro absolu. Or, il n'est pas sûr que toutes les fiches soient rééditées. Prenez donc vos précautions :

### N'attendez pas que les fiches manquent !

Le succès des fiches de formation est facile à comprendre. De nombreux camarades du parti, de nombreuses sections, faute de pouvoir trouver sur place un conférencier parfaitement compétent,

qui leur apporte les éléments du choix sur un problème d'actualité ou d'importance, recourent aux plans détaillés d'exposés que sont les fiches ; grâce à elles, un présentateur local — le secrétaire de section, le responsable local de la formation, un enseignant ou un responsable syndical — peut faire devant les militants intéressés l'exposé de grande valeur qu'aurait présenté une conférence spécialisée venue d'une métropole régnicole ou de Paris.

Soigneusement documentée, rédigée de façon pédagogique, la fiche est pour les responsables, comme pour le simple militant (politique ou syndical) un élément de formation et de documentation indispensable. Le succès de la formule appelle d'ailleurs son amplification.

C'est pourquoi tout un programme de fiches de formation nouvelles a été mis en chantier. Les premiers éléments de ce « train » paraîtront d'ici peu, les autres suivront au fil des mois.

En voici les principaux sujets, classés par séries :

### Les fiches en préparation

— Politique française : la force de frappe, la situation de l'enseignement (et le programme du P.S.U.), les collectivités locales en France.

— Questions économiques : la planification française, les problèmes économiques régionaux, la décolonisation, la crise du logement et ses solutions.

— Syndicalisme : l'évolution récente des syndicats ouvriers français, le syndicalisme agricole, les syndicats des Six face au Marché commun.

— Problèmes internationaux : le socialisme yougoslave, le socialisme cubain, le socialisme suédois, l'Espagne d'aujourd'hui.

— Histoire : le fascisme. Le programme est chargé. Mais nous pensons pouvoir le mener à bien. A vous d'utiliser maintenant les matériaux mis à votre disposition (1).

L'effort d'information et de formation est une tâche trop importante à notre époque — où tout se complique et où tout change si vite — pour que quiconque s'en dispense.

M. Rungis.

### LE CATALOGUE DES FICHES DISPONIBLES

Voici le catalogue des fiches de formation actuellement disponibles (1) :

• Série « Economie » : Le pouvoir d'achat des familles françaises et son évolution ; réédition (N° 1). Le fonctionnement des entreprises et l'emploi de leurs profits (N° 10). Les comptes et les choix de la nation (N° 11).

• Série « Politique française » : De la Libération à la 3<sup>e</sup> force (1944-1947) ; réédition (N° 2). La V<sup>e</sup> République et sa Constitution (N° 3).

• Série « Problèmes internationaux » : Berlin et le problème allemand (N° 5). Le désarmement mondial (N° 9).

• Série « Histoire » : Le mouvement ouvrier de 1914 à 1930 (N° 6). Le mouvement ouvrier de 1930 à 1938 (N° 7).

• Série « Sociologie » : L'évolution des classes urbaines en France (N° 4).

• Série « Vie du Parti » : Les structures et l'organisation du P.S.U. (N° 8).

(1) 0,75 F la fiche ; 5 F les 10 (54, bd Garibaldi, Paris).

(1) Commandes : 54, bd Garibaldi (0,75 F la fiche ; 5 F les 10).



COMITÉ DE DÉFENSE DE L'EMPLOI

ISERE : insécurité de l'emploi

Motion adoptée à l'unanimité par le C.P.N. :

Le C.P.N. du P.S.U. réuni le 10 mai 1964 constate, une fois de plus, que les grandes entreprises capitalistes et les technocrates du régime, encouragés par les déclarations du Premier ministre Pompidou, poursuivent dans le pays une politique de regroupement et de concentration pour un plus grand profit, sans tenir compte des intérêts et des droits des travailleurs.

L'entente réalisée entre les sociétés capitalistes Schneider, Bouchayer-Viallet et Ernaut-Somua risque de provoquer dans un délai rapproché le licenciement de 470 ouvriers à St-Etienne et de plus de 300 à Grenoble. Dès maintenant, un millier d'autres vivent dans l'insécurité ignorant tout du sort qui leur sera réservé.

Le C.P.N. dénonce le mépris total avec lequel les responsables capitalistes et technocrates traitent les représentants des travailleurs et les collectivités locales : ni les uns ni les autres n'ont été consultés sur un problème dont les conséquences pèsent directement sur eux.

Considérant qu'une transformation des structures économiques imposée par l'ensemble des forces socialistes peut seule apporter une solution véritable aux problèmes de l'aménagement régional, le P.S.U. propose aux organisations populaires syndicales et politiques de participer aux « Comités de Défense de l'Emploi » pour élaborer des revendications communes et développer l'action ouvrière contre les licenciements.

La Commission exécutive fédérale du Parti socialiste unifié a examiné la situation sociale de notre région. Après le conflit Neyrpic et les nouvelles mesures de licenciements annoncées dans cette entreprise, le phénomène de concentration industrielle se poursuit avec l'accord Bouchayer-Schneider, ce qui conduit aux licenciements d'un grand nombre d'autres travailleurs.

Seules tendent à s'implanter ou à rester dans la région grenobloise des entreprises où la part de la recherche est importante (bureaux d'études, centre d'étude nucléaire, chimie, etc.), tandis que les entreprises orientées vers la production s'installent dans des régions où la main-d'œuvre est meilleur marché et où les infrastructures sont plus favorables.

Il en résulte pour notre région un déséquilibre qui risque d'avoir des conséquences graves pour toute la population.

En effet, les travailleurs qui ont à supporter des charges de plus en plus lourdes (notamment le logement) trouvent devant eux l'insécurité de l'emploi. Et l'afflux de jeunes ruraux vers Grenoble, la hausse continue des loyers ne feront qu'aggraver cette situation.

Toute cette évolution démontre qu'il ne peut y avoir de développement harmonieux d'une région tant que le pouvoir appartient exclusivement à ceux dont le seul but est la recherche du profit.

Il devient donc urgent, face au phénomène de concentration industrielle et financière, de mettre en place des pouvoirs démocratiques d'aménagement du territoire.

Il faut en effet que les travailleurs (salariés et paysans) puissent décider eux-mêmes des choix économiques qui déterminent l'avenir de leur région.

Il est bien évident que le Comité d'Expansion Economique de l'Isère ne joue absolument pas ce rôle, d'ailleurs son président, M. Sylvain, vient de déclarer : « Il faut bien se rendre compte que l'économie régionale doit abandonner les centres de décision au profit de la capitale. Ce n'est qu'en acceptant la centralisation de la décision à Paris qu'elle pourra valablement prétendre à recueillir les bénéfices de la décentralisation des établissements. »

Une telle conception du développement économique régional implique que les travailleurs sont des ob-

jets dont la seule utilité est de produire. Le Parti socialiste unifié se félicite de voir se créer des organismes démocratiques permettant à la population d'exprimer son point de vue.

C'est le cas du Comité de défense des locataires et c'est aussi le cas du Comité départemental de défense de l'emploi et des libertés syndicales.

Le P.S.U. soutient l'action de ces organismes et appelle ses militants et sympathisants à participer activement à leur travail.

Il faut que tous ensemble nous propositions les mesures nécessaires et qu'un mouvement d'opinion puissant se crée pour les imposer.

VIE LOCALE ET MUNICIPALE

L'A.D.E.L.S., le Centre de culture ouvrière, et Citoyens 60 organisent du 4 au 9 juin un stage de formation sur la vie locale et municipale.

S'inscrire rapidement, les places sont limitées.

Pour tous renseignements écrire à R. Beaunez, 147, rue du 5-Mars, Colombes.

Bloc-notes économique • B.N.E. • Bloc-notes économique • B.N.E.

Crédit à l'économie

Réduction considérable du rythme

Les crédits bancaires à l'économie, qui s'élevaient à 98.330 millions de francs à fin décembre 1963 sont revenus à 92.990 millions à fin février 1964.

En 1963 à la même époque, ils atteignaient 85.990 millions.

La progression n'a donc été que de 8,1 p. 100 alors que le gouvernement avait fixé la limite à 10 p. 100.

Cela veut dire en clair que les banques jouent le jeu du gouvernement au-delà même de ses désirs.

A moins qu'inquiètes elles-mêmes sur la situation générale, elles surenchérisent sur la prudence. Cette deuxième hypothèse est à retenir.

Diminution constante des exploitations agricoles

M. Florent Nove-Josserand, vice-président de la F.N.S.E.A., présente au Conseil Economique et Social, un rapport sur la parité économique et sociale de l'agriculture.

Dans son rapport, il insiste notamment sur le problème des structures de l'exploitation et la nécessité des regroupements, pour que les exploitations se rapprochent le plus possible des surfaces optima de rentabilité.

Mais une inquiétude est clairement exprimée. En 1962, il n'existe plus, d'après les chiffres du recensement que 1.671.000 exploitants, alors que en 1956 on comptait 2.260.030 exploitations.

La rapidité de cette évolution, inquiète le Conseil Economique et Social, qui souhaite dans son avis que le rythme des diminutions se ralentisse dans les années à venir, pour que le nombre des exploitations se stabilise vers 1980, aux environs de 1.200.000 exploitations.

Les négociations pétrolières franco-algériennes

« Pétrole informations », bulletin de la « Chambre syndicale des sociétés de carburants », en d'autres termes, des Compagnies pétrolières internationales vient d'écrire :

« Jusqu'à maintenant, ce sont les capitaux français à 80 p. 100 qui ont tout fait au Sahara et en Algérie. Dans ces capitaux la part des investissements privés est importante. Le problème est simple : la politique algérienne risque fort d'effaroucher les compagnies pétrolières.

« La solution, on ne l'aura que lorsque le pipe-line Hassi-Messaoud-Arzew, première contribution effective de l'Algérie à la mise en valeur des hydrocarbures, entrera en service. On saura alors si l'Algérie « joue le jeu », comme les pays du Moyen-Orient, ou si elle a choisi d'agir à sa guise. Selon toute vraisemblance c'est la deuxième attitude qu'elle adoptera. Ce faisant elle s'éloignera des autres producteurs de pétrole et risquera de savoir, à ses dépens, ce qu'il en coûte de vouloir faire « cavalier seul » dans ce domaine. »

Les Algériens protestent contre le ton particulièrement menaçant de cet éditorial. « Alger-Ce Soir » donne un interview d'un collaborateur de M. Boumaza, ministre algérien de l'Economie :

« Une organisation des pays producteurs de pétrole est nécessaire. Il n'y a pas de raisons pour qu'elle ne puisse pas être créée et qu'il n'y ait pas d'autres organisations des pays producteurs d'autres matières premières. Sinon le problème du sous-développement

ne serait pas résolu et à la cadence actuelle le sol s'épuiserait rapidement. »

« Il ne suffit donc pas de demander l'augmentation des redevances », poursuit l'auteur de la déclaration, qui préconise « une participation à tous les stades de la production à la commercialisation, en passant par la transformation ».

La négociation franco-algérienne qui reprend à Alger, pose donc une question parfaitement claire.

Le gouvernement français couvre-t-il l'attitude des compagnies privées, ou entend-il au contraire assainir les bases de la coopération comme il le prétend depuis longtemps ?

La question posée à Alger ces jours-ci est d'une particulière importance.

Ouverture du Kennedy Round

A Genève, séance d'ouverture du « Kennedy round ». Les déclarations officielles ne font que réaffirmer des positions déjà connues.

C'est en coulisse que commence le véritable débat. Il se poursuivra au cours du voyage que Christian Herter, envoyé spécial du Président Johnson, doit faire dans les capitales européennes.

Les « Six » du Marché commun, qui avaient commencé par engager un dialogue serré entre eux, finissent cependant par présenter un front commun.

Ils demandent : — que la réduction de 50 p. 100 des tarifs ne soit envisagée que comme hypothèse de travail,

et non comme base de négociation ; — que les listes d'exceptions concernant les produits qui ne doivent pas être inclus dans la négociation, soient déposées avant le 10 septembre.

En fait les membres du Marché commun, pensent que l'inclusion des produits agricoles dans la négociation, les disparités tarifaires, les obstacles non tarifaires, sont des problèmes majeurs. Ceux que précisément les Etats-Unis refusent d'envisager, malgré de longs mois de pré-négociations.

Après quelques heures de débats, les Etats-Unis paraissent admettre les arguments des Six. La vraie négociation commence, elle sera longue et pleine d'embûches.

Le déficit de la balance commerciale s'accroît

Au premier trimestre 1964, avec un taux de couverture de 84 p. 100, la balance commerciale française a été nettement déficitaire.

Pendant cette période, la France a importé 3.568 millions de francs, alors qu'elle n'exportait que 3.011 millions.

Nos dix premiers fournisseurs étrangers sont :

(En millions de F)	1964	1963
	1er trim.	1er trim.
1. - Allemagne ..	2.300	(1.780)
2. - Etats-Unis ..	1.491	(1.026)
3. - Belgique-Lux.	960	(719)
4. - Italie .....	780	(588)
5. - Gde-Bretagne	732	(492)
6. - Pays-Bas ..	650	(448)
7. - Suisse .....	269	(256)
8. - Suède .....	247	(176)
9. - Irak .....	219	(233)
10. - Espagne ..	205	(147)

Nos dix clients, au cours de ce même trimestre sont :

(en millions de F)	1963	1964
	1er tr.	1er tr.
1. - Allemagne ..	1.530	1.780
2. - Belgique-Lux.	821	1.151
3. - Italie .....	810	1.035
4. - Suisse .....	580	663
5. - Gde-Bretagne	402	560
6. - Etats - Unis	448	541
7. - Pays-Bas ..	279	412
8. - Espagne .....	231	368
9. - Suède .....	172	175
10. - Israël .....	68	173

ARCHITECTES - BUREAUX D'ETUDES - ENTREPRISES - COLLECTIVITES

TECHNIQUES TOPO

70 bis, rue de Romainville — Paris 19'

- LEVE ET DRESSE TOUS VOS PLANS TOPOGRAPHIQUES
  - NIVELLEMENT - IMPLANTATIONS - ATELIER DE DESSIN
- France. Etranger







# NOUVELLES LEÇONS SUR LA SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

**S**OUS le titre Dix-huit leçons sur la société industrielle, Raymond Aron avait publié précédemment le texte du cours professé en Sorbonne en 1955-56 et dans lequel il s'efforçait de définir les caractéristiques économiques de la société industrielle. On peut définir cette société, qui existe aussi bien en U.R.S.S. qu'aux U.S.A., comme marquée essentiellement par le souci de la croissance, de l'expansion, ce qui nécessite une progression de la productivité dans l'industrie et dans l'agriculture (un transfert de travailleurs ayant lieu de la seconde vers la première).

Il n'en résulte d'ailleurs pas que Raymond Aron considère comme semblables les sociétés de l'Est et celles de l'Ouest, comme on l'en a accusé un peu facilement à la dernière « Semaine de la Pensée marxiste », précisément consacrée à ce thème de la société industrielle. Il le montre bien dans le nouveau livre de la collection Idées qu'il vient de nous donner sous le titre La Lutte de classes.

Il s'agit des dix-neuf leçons professées en 56-57 et qui font suite aux dix-huit premières. Un troisième volume complètera les deux autres. Sociologue, Aron ne s'est intéressé à l'économie des sociétés industrielles que pour mieux nous décrire les classes que l'on peut discerner à l'intérieur de ce type de société. Sceptique — au sens étymologique de celui qui examine — il considère que ce n'est pas là une tâche facile. Adversaire du régime communiste, il s'efforce à

## SOCIOLOGIE ET CHANGEMENT TECHNIQUE

Le numéro 5 (1963) des Cahiers d'Etude des Sociétés Industrielles et de l'Automation, que dirige P. Naville (1), publie une série d'études approfondies qui intéresseront nos lecteurs, sous le titre « Sociologie et changement technique ». P. Naville y étudie « la théorie des trois secteurs (primaire, secondaire, tertiaire) et l'évolution sociale ». Il montre que cette division est assez factice car elle n'est pas la même pour les professions individuelles et pour les groupes d'entreprises. En réalité, professions et entreprises se recoupent différemment, de sorte que par exemple 21 % des professions dans les industries secondaires sont dites « tertiaires », et que dans le commerce (tertiaire) on trouve 17,5 % des métiers secondaires. Dans l'ensemble, P. Naville estime que l'extension du « tertiaire » est liée à l'extension du salariat dans des milieux où son taux était faible, et que sa fonction est « de mettre en œuvre les secteurs secondaire et primaire plutôt que se substituer à eux ».

On trouvera aussi une étude approfondie de C. Barrier sur la « polyvalence d'emploi » dans les industries des métaux et chimiques. On en recense plusieurs formes : qualifications multiples, tâches simultanées, travail en groupe, rotations systématiques, postes « volants ». Ces formes se combinent souvent et montrent une accentuation de la mobilité ouvrière dans les entreprises, en partie liée à l'automatisation.

On trouve dans le même volume une étude de A. Pascal sur la mensualisation des salaires ouvriers, et une analyse de P. Roble sur les attitudes ouvrières envers le changement technique. Toutes ces recherches très serrées apportent une information inédite d'une grande importance pour l'analyse de la structure actuelle des grandes entreprises.

A. B.

(1) Editions du Centre National de la Recherche Scientifique, 15, quai A - France. (Un volume de 258 pages, 25 F.).

## LA LUTTE DE CLASSES de Raymond Aron

l'objectivité à l'égard de ce dernier, tout en considérant qu'il ne saurait y avoir de véritable dialogue, tant que la « coexistence pacifique » entre les deux mondes n'aura pas fait place à la « coexistence idéologique » refusée jusqu'ici par M. Khrouchchev.

Il s'agit, lit-on sur la couverture de La Lutte de classes, de « comprendre le monde avant de le transformer ».

### Les classes en régime capitaliste...

De la masse de réflexions et de documents contenus dans La Lutte de classes, il est difficile de dégager les grandes lignes. Considérons d'abord les classes dans la société capitaliste, telles que les voit l'auteur qui rend d'ailleurs cet hommage à Marx : « Jamais on n'aurait pensé les classes sociales comme on le fait aujourd'hui, si Marx ne les avait pas pensées, peut-être avant qu'elles n'existent. »

Ce qu'il faut souligner, selon Raymond Aron, c'est que « la distinction existe nettement entre la classe capitaliste et la classe prolétarienne telle que l'avait décrite Marx, mais le reste de la société demeure aussi complexe, ou plus exactement plus complexe et plus différencié, qu'à l'époque même où Marx imaginait que toute la société se rassemblerait finalement autour de deux pôles majeurs ».

De ces constatations qui me semblent évidentes, il faut, je crois, tirer la leçon que le socialisme ne peut être l'œuvre de la seule classe ouvrière et, à plus forte raison, d'un seul parti qui serait censé la représenter. C'est là, jusqu'à plus ample informé, une des divergences essentielles entre le P.S.U. et le parti communiste.

Le socialisme doit être également l'œuvre d'autres couches salariées que le prolétariat classique, d'intellectuels issus de la bourgeoisie et de paysans qui, à la faveur de la mécanisation et de la transformation des conditions de vie dans les campagnes, ne peuvent manquer de se rapprocher dans leur façon de penser des ouvriers de ville (phénomène non étudié par M. Aron).

### ...et en régime soviétique

Raymond Aron tente précisément de discerner les groupes sociaux qui s'affrontent dans les pays qui se veulent déjà socialistes et auxquels il reproche avant tout de répandre le mythe de la classe ouvrière au pouvoir : « Pas plus que le peuple ne gouverne en démocratie, le prolétariat ne le fait en régime soviétique. »

On distingue officiellement en U.R.S.S., outre l'intelligentsia, la classe des ouvriers et celle des kolkhoziens, ce qui « ne tient pas simplement au fait que la propriété est coopérative dans les kolkhozes et publique dans l'industrie, mais au fait que le genre de travail est différent et, par conséquent, le genre de vie ». On aurait pu y ajouter, sous le stalinisme, la sous-classe des travailleurs forcés.

Cependant, ce qui rend très difficile la comparaison des classes qui existent en U.R.S.S. et dans la société occidentale, c'est le fait que « les groupes soviétiques ont peine à prendre conscience d'eux-mêmes, parce que deux conditions nécessaires font défaut : la liberté d'organisation et l'existence de sociologues professionnellement soucieux de mettre en lumière les distinctions sociales ».

Cela n'empêche pas Raymond Aron d'affirmer, en s'appuyant sur l'exemple des révolutions hongroise et polonaise, que « la confusion entre revendications économiques et mise en question de l'organisation sociale, donc la lutte de classes, n'est pas exclue par le régime économique mais par le régime politique du socialisme ».

En Occident, la classe dirigeante a sans doute moins de cohésion, certains technocrates étant classés à gauche, ayant des sympathies pour le mouvement ouvrier. Cependant, à notre avis, Aron exagère l'indépendance des managers dans la société actuelle. Il serait sans doute assez facile de montrer

les liens qui unissent les grands commis de l'Etat et des entreprises traditionnelles aux propriétaires des moyens de production.

Du moins, si l'on ne peut contester la réalité des classes et de la lutte de classes dans les pays capitalistes, la révolution y demeure-t-elle possible, cette révolution que les marxistes de toutes tendances annonçaient comme devant intervenir en premier lieu dans les pays économiquement avancés ? C'est ici qu'il importe de confronter la théorie avec l'histoire.

A cet égard, Aron souligne que l'on n'a pas abouti à la paupérisation absolue, laquelle d'ailleurs ne résulterait pas fatalement du schéma contenu dans Le Capital : « Il suffit de supposer que des forces antagonistes agissent avec une vigueur suffisante pour compenser, et au-delà, l'action de l'armée de réserve industrielle. Les forces antagonistes sont l'augmentation de la productivité qui réduit le temps de travail nécessaire et l'organisation syndicale. »

Le fait que toutes les classes soient en mesure de bénéficier peu ou prou de l'expansion économique a pour résultat de faire sortir les masses de leur résignation traditionnelle, de multiplier les revendications et les conflits portant sur la répartition, mais aussi, selon Aron, d'affaiblir les mouvements révolutionnaires et la propension à utiliser la violence.

Pour Aron, les deux types de société, « occidentale et soviétique », évoluent selon certaines tendances communes (croissance économique, élévation du niveau de vie, élargissement d'une classe moyenne, biens durables, moyens de consommation de masses). N'est-ce pas sous-estimer l'opposition entre la civilisation du gadget et une autre fondée davantage sur les équipements collectifs ?

En ce qui concerne les pays sous-développés, l'auteur reconnaît que les privilèges de la minorité sont, non seulement injustes « par rapport à l'idée que nous nous faisons de l'équité, mais, économiquement, un obstacle à la croissance », du fait qu'ils ne permettent pas des investissements suffisants. « C'est dans les sociétés de cet ordre que la nécessité de la révolution (au sens marxiste) peut, non sans raison, être affirmée. »

Il n'en va pas de même dans les sociétés économiquement développées, capitalistes ou non. Aussi la conclusion d'Aron demeure marquée par le scepticisme : « Le schéma historique qui se dégage de ce cours n'est donc pas exactement ni celui d'Alexis de Tocqueville, ni celui de Karl Marx ; on n'y trouve pas la fatalité d'une évolution vers une société de plus en plus uniforme, puisque subsiste au moins le risque de la formation de classes séparées et hostiles. Le schéma n'est pas davantage celui d'une marche nécessaire vers la société socialiste, par l'intermédiaire d'un bouleversement radical. »

Mais du moins si le socialisme n'est pas fatal, la prise de conscience des inégalités qui existent dans la société actuelle est de nature à nourrir l'aspiration à une société meilleure.

### L'inégalité à l'Est et à l'Ouest

Précisément, ce problème de l'inégalité est longuement abordé par Raymond Aron.

Il souligne dans sa préface qu'aux Etats-Unis, pays le plus riche du monde, « la pauvreté d'une fraction de la population — entre 20 et 25 p. 100 selon les uns, entre 15 et 20 p. 100 selon les autres — ne disparaît pas et tend même à s'accroître, relativement et peut-être absolument ». Par ailleurs, « ceux qui ont le moins de chances de recevoir une éducation ont le plus de chances de ne pas trouver d'emploi ».

L'auteur reconnaît que la croissance économique et le progrès technique ne garantissent pas un ordre juste.

Cependant si l'inégalité dans la répartition des biens diminue dans les sociétés les plus évoluées, le grand

problème de l'égalité des chances au départ n'est toujours pas résolu : « Si l'on souhaite un monde où le fils d'un ouvrier aurait autant de chances de devenir un professeur d'université ou un président du Conseil que le fils d'un grand bourgeois, aucune société, actuellement connue, n'est proche de cette représentation. Les sociétés industrielles, cristallisées par rapport à l'idéal d'une parfaite mobilité, sont mobiles par rapport à une société de castes. »

En Grande-Bretagne, les réformes faites par les travaillistes après la guerre n'ont pas abouti à l'afflux attendu des fils d'ouvriers dans l'enseignement secondaire et supérieur. « Il subsiste une extrême inégalité dans la proportion de fils d'ouvriers et de bourgeois qui font des études secondaires prolongées. » C'est que « les enfants sont grandement aidés ou contrariés par l'ambiance dans laquelle ils vivent » ; le fils unique d'un ménage ouvrier est lui-même favorisé par rapport à l'enfant d'une famille nombreuse. Ce qui amène Raymond Aron à formuler cette remarque d'une grande importance : « tant que les groupes sociaux sont très différents par les revenus et les manières de vivre, quel que soit le système d'instruction, l'égalité au point de départ est impossible ».

Mais on peut concevoir que l'inégalité devant l'enseignement s'atténue et que les différences sociales soient fondées sur le snobisme, sur le nombre de chevaux de la voiture automobile : « On constate déjà, aux Etats-Unis, qu'au fur et à mesure que les revenus se rapprochent, le désir de chaque groupe de se singulariser, d'affirmer son prestige s'accroît. »

### Un modèle fort éloigné de notre conception

En U.R.S.S., la mobilité sociale est sans doute plus grande, mais la distance entre dirigeants et dirigés y est également plus considérable. D'où la seconde image de la société industrielle que nous propose l'auteur :

« La minorité gouvernante recruterait parmi les enfants bien doués le nombre d'étudiants nécessaire pour assurer un certain renouvellement de l'élite sociale. Pratiquement seule détentrice des connaissances et de la puissance, elle gouvernerait une société hiérarchique, passablement autoritaire, la productivité économique permettant d'atténuer les inégalités de revenus. Cette image n'est pas non plus complètement arbitraire, on en voit certains aspects dans les sociétés occidentales et, plus encore, dans la société soviétique. »

Est-il besoin d'ajouter qu'il y a là un modèle fort éloigné de notre conception d'une démocratie socialiste.

Libéral et non socialiste, Aron n'est pas pour autant un admirateur inconditionnel de la démocratie parlementaire dont il évoque les vicissitudes dans les collectivités modernes qui « comportent, en permanence, ouvert ou latent, un conflit entre la délégation régulière ou parlementaire et les tentatives, démagogiques ou tyranniques, de partis et d'hommes qui prétendent incarner essentiellement une volonté » : « Peut-être la stabilisation de la démocratie exige-t-elle une combinaison de ces deux types d'hommes et de ces deux modes de délégation. »

Et Aron de se pencher sur le rôle des chefs syndicaux, les syndicats ayant dès maintenant, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, « une fonction d'encadrement des masses en même temps que de revendication », ce qui ne va pas sans grèves « sauvages » et sans conflits à l'intérieur des organisations.

Ces phénomènes nous semblent d'ailleurs inévitables, en l'absence d'une planification démocratique traduisant une volonté collective. Et ceci nous ramène à une idée exprimée par l'auteur dans sa préface : « Entre les querelles pragmatiques et les conflits idéologiques, on aperçoit un troisième type de débats ou de luttes, dont la finalité serait d'accroître la participation des travailleurs à la vie de l'entreprise ou la participation des cadres ou des représentants des travailleurs à certains aspects de la direction. »

Maurice Cambes.



# TRIBUNE DES ARTS

## Télévision

### L'INUTILE DES GRAUPES

**A**USCHWITZ, Dien-Bien-Phu, la médecine en Grande-Bretagne, en Roumanie, en Suisse, tel fut essentiellement le bilan de la dernière émission de « 5 colonnes à la une ». Avec, en plus, une interview particulièrement odieuse de M. Saultret par un Pierre Desgraupes plus oblique, plus cauteleux, plus meurtrier, plus inutilement agressif, plus faussement complice que jamais. Etait-il bien nécessaire d'adresser ces clin d'yeux constants au téléspectateur qui est bien assez grand garçon pour se faire une opinion tout seul. On a vraiment eu l'impression que Pierre Desgraupes avait la conviction de la culpabilité de Saultret et qu'il tenait à tout prix à la faire partager à son auditoire.

#### Une attitude subjective

Eh bien, quelle que soit mon appréciation personnelle sur l'aspect purement juridique de cette affaire navrante, il est inadmissible qu'un journaliste adopte une fois de plus une attitude parfaitement subjective alors que son rôle consiste essentiellement à informer et à permettre au téléspectateur de se faire une idée réelle des événements. Et une fois tous les éléments en sa possession, à lui de tirer ses propres conclusions en accord avec son intelligence des faits, avec sa conscience. L'attitude de Pierre Desgraupes a été, en l'occurrence, parfaitement déplaisante et sur un simple plan de la déontologie de ce métier tant décrié qui est le nôtre, que nous avons souvent du mal à défendre, il n'a rendu service à personne, et à lui moins qu'à tout autre.

De la même manière, son intervention fut-elle quasiment insupportable durant la projection du court métrage tourné par les cameramen nord-vietnamiens sur la bataille de Dien-Bien-Phu.

Il y avait là Pierre Schœndorffer, cameraman français. Il y avait aussi le colonel Bigard. L'un et l'autre connaissaient leur affaire. L'un et l'autre avaient vécu le drame de la cuvette, l'un et l'autre avaient été faits prisonniers, l'un et l'autre avaient souffert dans leur chair, dans leur âme, dans leur cœur. L'un et l'autre savaient ce qu'ils avaient à dire. L'un et l'autre s'étaient dérangés pour apporter un témoignage et ils ne l'avaient sans doute fait que la rage au cœur. Et qu'avons-nous entendu, en fond sonore lancinant, omniprésent, en vedette ? Dien-Bien-Phu, c'était Desgraupes. La bataille, la défaite, les larmes, le sang, la captivité, c'était encore lui ; toujours lui, personnage exaspérant dont le talent est parfois réel mais qui ne sait jamais jusqu'où il ne faut pas aller trop loin.

#### Une médecine à l'usage des riches

Et la démonstration de la réelle inutilité de ces interventions incessantes fut magistralement apportée par le reportage très bien conçu et réalisé sur les structures de la médecine en Roumanie, en Grande-Bretagne et en Suisse. On a laissé la parole aux principaux intéressés : médecins, chirurgiens, pharmaciens, patients. La conclusion qui s'est imposée à tous avec netteté c'est que notre médecine française, si elle est souvent à l'avant-garde de certaines techniques, est bien la plus rétrograde du monde quant à ses applications, son exercice. Une médecine à l'usage des riches et des nantis. Une médecine à l'esprit petit, alourdi et embouteillé par des textes multiples et qui ne cessent de se contredire. Une médecine qui ferait bien de se pencher sur le système national et libéral de la Grande-Bretagne, national et socialiste de la Roumanie. Qu'elle adopte l'un ou l'autre de ces statuts, qu'elle en fasse un savant panaché, mais qu'elle sorte enfin de ce magma qui ne donne satisfaction ni aux malades ni aux hommes de l'art.

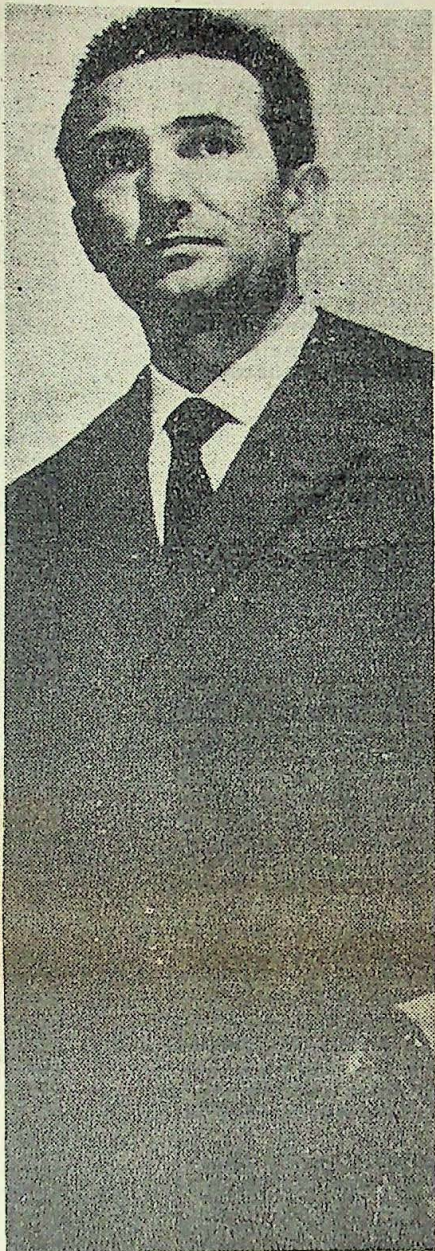
Claude Barret.

## Cinéma

### “LES FIANCÉS”

de Ermano Olmi

**G**IOVANNI (Carlo Cabrini) est soudeur à Milan. Pour changer de catégorie professionnelle et bénéficier de quelques autres avantages financiers, il accepte de partir travailler en Sicile où le trust auquel il appartient construit un vaste complexe industriel. Ce faisant, Giovanni va vivre pendant dix-huit mois loin de sa fiancée et de ses parents, dans un pays arriéré, désertique, aux mœurs



Carlo Cabrini : pas seulement une question de salaire

ancestrales. Entre sa chambre au confort rudimentaire et l'usine où il trime (sous un soleil d'acier comme dans la nuit froide) au milieu des gerbes d'étincelles des arcs électri-

ques, Giovanni pense à celle qu'il a laissée à Milan... Dans cet isolement, l'amour qu'il porte à Liliana (Anna Ganzi) prend une signification nouvelle, se décape des gestes quotidiens. Les scories de l'habitude, les grisailles de la banalité sont interceptées comme dans un rêve. Cette remise en cause onirique de la réalité évite d'abord au film de tomber dans la platitude populiste ; elle permet également à Ermano Olmi d'évoquer en contrepoint le sort des régions sous-développées en pleine transformation industrielle, d'indiquer que le bonheur des travailleurs ne dépend pas finalement d'une simple amélioration de salaire. Tout cela est dit sans emphase, avec délicatesse, beaucoup de pudeur, de sincérité... et de talent cinématographique. Le néo-réalisme se fait ici révélateur, stimulant. Aux révolutionnaires, que nous sommes, de faire le reste.

Jean-Jacques Vernon.

### QUATRE DU TEXAS

de Robert Aldrich

**A**LDRICH nous avait habitués jusqu'ici à plus d'efficacité. « Quatre du Texas », histoire d'un magot piqué, repiqué, convoité à nouveau, défendu et finalement partagé, déçoit ; c'est que l'intrigue est mollement conduite : on y patauge dans un bavardage qui conviendrait mieux à une opérette qu'à un western.

Cela démarre bien, pourtant : je te prends, tu me prends, je te souffle le paquet... Un quart d'heure durant, Sinatra et Dean Martin jouent impeccablement le jeu, faisant feu des deux mains et des étriers. Ensuite, ils mettent une heure et quelque chose pour aller à dame. Le damier est joliment coloré, merveilleusement ourvragé. Ursula Andress et Anita Ekberg, en décolleté appétissant, ne déparent pas le cadre. Mais un cadre ne suffit pas à faire un film.

J.-J. V.

## Théâtre

### “La vie imaginaire de l'éboueur Auguste GEAI”

d'Armand Gatti

**N**E pas refuser l'histoire, ne pas sous-estimer l'écriture, telles sont les exigences du théâtre d'Armand Gatti. L'ombre envahissante de Brecht pèse terriblement. Elle montre des solutions, ses solutions et agit doublement : comme preuve d'une voie possible ; comme modèle à copier. C'est par rapport à Brecht qu'une nouvelle génération de dramaturges se définit. Elle ne le rejette pas. Elle veut s'en dégager. Ainsi, Gatti. « La vie imaginaire de l'éboueur Auguste Geai » est, pour une large part inspirée par la vie de son père. En même temps, elle forme un peu la chronique d'une génération.

Au cours d'une grève, l'éboueur Auguste Geai est blessé par des gardes mobiles. On le mène à l'infirmerie spéciale du dépôt. Dans le délire il va faire revivre son passé. Son enfance, dans le bidonville du quartier de la Vierge ; son amour pour Laurence ; la guerre de 1914 ; son mariage avec Pauline ; la mort de cette dernière à la naissance de Christian, le fils. Le travail à la S.A.T.A.M. ; le militantisme syndical ; la révolution pour laquelle Auguste Geai a lutté, qui n'est pas venue. Peu à peu, rêve et réalité se fondent. De son fils enfant, Auguste Geai imagine un adulte, et Christian, cinéaste, tourne ; il tourne un film sur la révolution. Auguste Geai meurt alors : il a 46 ans.

Roger Planchon, dans « La remise », décrivait un aveuglement ; le paysan Chausson de Borée accroché à son lopin de terre inculte ; Armand Gatti nous montre un échec ; celui d'Auguste Geai, le militant syndical écrasé par la conscience d'avoir vécu pour rien. Les réalités sont différentes. Mais dans chacun des cas, l'homme est mis en déroute par l'histoire.

Gatti veut-il à travers cela nous donner à voir la fin d'un monde, ou au moins, la fin d'une conception de

l'action syndicale ? C'est, comme toujours dans les œuvres de Gatti, très difficile à dire. L'accumulation des épisodes exceptionnels (crucifixion du baron noir, électrocution, incendie, etc.) mélodramatise la fable et nous fait refuser sa réalité. La construction en scènes courtes où les niveaux du récit se chevauchent dans un ordre chronologique peu rigoureux ne nous aident pas à l'affirmer. Il me semble que le personnage du militant est aussi inconsistant que l'image dérisoire de « révolution » que Gatti dessine pour lui. Les rapports équivoques d'Auguste et du directeur de la SATAM (le baron blanc) introduisent une psychologie très contestable. Beaucoup de points demeurent obscurs, confus. Pour rejeter le manichéisme qu'il déteste, Gatti ne doit pas tomber dans la confusion, dans une ambiguïté alibi.

Jacques Rosner a parfaitement servi la pièce. Il parvient à fondre les différents plans où se situent les scènes et à créer un mouvement constant des décors qui concrétisent visuellement les mouvements de la pensée de Geai, de la conscience à l'inconscience. Excellent travail, facilité par d'efficaces décors de René Allio (peut-être insuffisamment poussés, pour ce qui concerne le bidonville). Bouise témoignage (A. Geai) d'une maîtrise exemplaire. Dans l'ensemble, les comédiens sont bien conduits.

Une œuvre hésitante mais du théâtre diablement vivant.

Emile Copermann.

Par le théâtre de la Cité de Villeurbanne, à l'Odéon-Théâtre de France.

## Musique

### Piano, clavecin et clavier

**L**E piano vient du clavicorde plutôt que du clavecin. On sait que le clavecin est un instrument à cordes pincées et le piano un instrument à cordes frappées.

Le piano forte, ancêtre du piano moderne, a subi de multiples perfectionnements jusqu'au moment où Erard trouva le double échappement qui lui donna toutes ses possibilités expressives. Le piano était né. Il est vrai que J.-S. Bach ne goûta guère ceux qui lui furent présentés, mais il s'agissait des premiers instruments, et il n'est pas sérieux d'en déduire qu'il ne faut pas interpréter ses œuvres autrement qu'au clavecin. Les plus grands compositeurs furent attentifs aux progrès du piano, et c'est très rapidement que les indications sur les partitions devinrent « pour le clavecin et le piano forte » pour évoluer vers « pour le piano et le clavecin ».

Le clavecin est un instrument qui n'est pas expressif, il a de la couleur, mais pas de nuances. Les musiciens que l'on a appelés « les clavecinistes », tels Couperin et Rameau, en avaient parfaitement conscience ; c'est ce qui explique l'ornementation de la ligne mélodique pour les « agréments » ou « manières » et qui rendent quelquefois ces partitions exécutées au piano un peu précieuses.

Les partitions des grands maîtres de l'époque baroque ne sont pas toutes aussi ornementées et sont souvent écrites avec une simplicité que le piano rend infiniment mieux et surtout d'une manière moins confidentielle que le clavecin, qui ne dépasse que péniblement les cinq premiers rangs d'orchestre ! Les musiciens les plus classiques ont eu leurs mouvements de sensibilité, de tendresse, et le piano qui permet tous les dégradés les exprime beaucoup mieux.

Les sonates et les concertos de Mozart peuvent (question de dates) être joués aussi bien au clavecin qu'au piano ; faites l'expérience en écoutant une même œuvre dans les deux versions et... concluez ! Un problème plus sérieux qui est toujours d'actualité est celui de l'interprétation des sonates pour piano et violon.

En effet, le violon a connu son plus grand luthier (Stradivarius) à l'époque de Bach, il n'a donc pas évolué, il est resté le même pendant que le piano acquérait de nouvelles qualités, et en particulier une puissance bien supérieure.

Il est donc nécessaire que les virtuoses qui jouent en duo tiennent compte de ces changements. Le violon doit jouer généreusement et le piano discrètement. La recherche de l'équilibre entre les deux solistes conditionne toute l'interprétation.

Pierre Bourgeois.

STUDIO 43 43, Faubourg Montmartre PRO. 63-40

Semaine du 13 au 19 mai

### LE PIGEON

de MARIO MONICELLI

AU MEME PROGRAMME :

### L'HOMME DE L'OUEST

avec GARY COOPER

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 13 au 19 mai

### L'impossible M<sup>r</sup> Bébé

avec GARY GRANT



# Les syndicats face au gaullisme

**D**ES 1958, au début de la V<sup>e</sup> République, beaucoup de syndicalistes exprimèrent leur inquiétude et leur méfiance à l'égard du pouvoir issu du 13 mai. Une organisation syndicale, la Fédération de l'Education Nationale — dont notre ami Longeot, candidat à Longwy, est un militant — a même préconisé le « non » au premier référendum-plébiscite.

Cependant, il faut reconnaître que les responsables syndicaux mirent souvent une sourdine à leurs réserves pour tenir compte du sentiment de leur base, largement influencée par le gaullisme et par les partis ralliés au régime (qui allaient alors de la S.F.I.O. à l'U.N.R.). Depuis lors, la situation a évolué ; la fin de la guerre d'Algérie, l'autoritarisme évident du Pouvoir, sa politique économique et sociale qui l'amenaient à se heurter aux syndicats, tout cela a conduit ces derniers, en dépit des contacts nécessaires avec les hommes en place, à manifester de plus en plus ouvertement leur opposition.

## La bataille pour la paix en Algérie

Conscients de la nécessité de mettre fin au conflit algérien qui alimentait le danger fasciste et détériorait l'économie française, les organisations syndicales ne pouvaient manquer de se prononcer pour la négociation et d'exercer une pression pour que celle-ci s'engage. Ce fut notamment la grande journée du 27 octobre 1960 organisée sur l'initiative de l'Union Nationale des Etudiants de France et marquée par des manifestations spectaculaires. Par cette journée, les syndicats et la gauche en général ont montré qu'il y avait d'autres perspectives, pour les partisans de la paix et de l'indépendance en Algérie, que l'appel à l'insoumission individuelle.

Alors que la menace des factieux se précisait de plus en plus, au fur et à mesure que la guerre durait, les syndicats ont été amenés à réagir à plusieurs reprises. Ils l'ont fait au côté du Pouvoir par les grèves de janvier 60 (à l'occasion du complot des Barricades) et d'avril 61 (à l'occasion du complot des Généraux). Ils l'ont fait contre le Pouvoir et sa police par les manifestations anti-O.A.S. de décembre 61 et de février 62. Le souvenir des morts de Charonne est présent dans toutes les mémoires.

Rappelons enfin les conversations des centrales françaises avec les militants syndicalistes algériens de l'U.G.T.A. — prélude à la négociation entre le gouvernement français et le F.L.N.

## Les conflits de reconversion

Dès 1959, éclata chez Cail, à Fives-Lille, un conflit comme il devait y en avoir beaucoup sous la V<sup>e</sup> République, c'est-à-dire un conflit motivé par des mesures unilatérales du patronat aboutissant au licenciement d'un certain nombre de travailleurs. Dès 1959 également, notre camarade Serge Mallet a montré que, face à de telles mesures que l'on justifie par l'évolution des techniques ou l'intensification de la concurrence internationale, les syndicats ne pouvaient se contenter de positions négatives, qu'ils devaient formuler des contre-propositions et par conséquent se préoccuper des problèmes de gestion.

Si les conflits de reconversion ont lieu surtout dans le secteur privé, ils n'épargnent pas pour autant le secteur public, ainsi qu'en témoigne la longue grève des mineurs de Decazeville au début de 1962 (laquelle a per-

mis d'obtenir des conditions de reclassement plus intéressantes, mais non d'empêcher la fermeture à terme de la mine). A l'occasion de cette grève, certains syndicalistes ouvriers et paysans se sont d'ailleurs efforcés de poser le problème du sous-développement du Sud-Ouest auquel il ne pouvait être remédié que par la création d'activités nouvelles dans le cadre d'une politique d'aménagement rationnel du territoire.

Ces questions préoccupent de plus en plus, à la suite de conflits comme ceux d'Hennebont, de Saint-Nazaire et maintenant de Saint-Etienne. Il est clair que les problèmes d'aménagement, de planification régionale sont particulièrement cruciaux dans des régions comme la Bretagne et comme la Lorraine (où les mines de fer sont menacées).

## Les conflits dans le secteur public

On sait que le régime du pouvoir personnel, expression politique du néo-capitalisme, tend à sacrifier le secteur public aux intérêts privés. La limitation des salaires imposée par l'Etat y est plus sensible qu'ailleurs : d'où une crise de recrutement en quantité ou en qualité chez les fonctionnaires et les agents des entreprises nationalisées. D'où également de nombreuses grèves dans le secteur public, dont la plus importante a été celle des mineurs, l'année dernière.

Bien que ces derniers aient supporté le poids essentiel de la lutte générale opposant l'Etat aux salariés dépendant de lui, leur grève n'en a pas moins profité à l'ensemble des travailleurs du secteur public. Cependant, la situation s'est à nouveau dégradée depuis lors, d'où les mouvements engagés en novembre dernier et plus récemment le 18 mars (où les débrayages se sont étendus au secteur privé).

En dépit de l'optimisme affiché périodiquement à la radio-télévision par le chef de l'Etat, la V<sup>e</sup> République n'a pas grand-chose à envier à la IV<sup>e</sup> en matière de conflits du travail. C'est ainsi qu'en 1963, le nombre de journées de grève s'est approché du record battu en 1953 sous Laniel.

## Un nouveau syndicalisme

Toutefois, si le Pouvoir ne peut s'opposer aux arrêts de travail, en dépit de la loi anti-grèves de juillet dernier, il s'efforce de résister aux revendications en mettant en avant son « plan de stabilisation ». Alors même que le rapport Toutée reconnaît l'existence d'un malaise profond dans le secteur public, ce plan sert de prétexte au gouvernement pour refuser une ouverture véritable en direction des syndicats. Plus que jamais, la politique du Pouvoir conduit à l'étatisation des services publics et s'oppose à l'autonomie de gestion de ces derniers.

Une telle idée pouvait cependant séduire un syndicalisme moderne, soucieux de dépasser le stade des barouds d'honneur. De même, dans le secteur privé, la revendication de la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise est défendue par la C.F.T.C. et, avec certaines réserves, par la C.G.T.

Ce qu'il faut noter également, parallèlement à ces préoccupations du renforcement du pouvoir syndical dans l'entreprise, c'est l'extension du syndicalisme à d'autres couches que le prolétariat classique. Ce phénomène est lié naturellement à l'extension du nombre des cadres et des techniciens dans les industries modernes, aux transformations intervenues au sein de la classe ouvrière elle-même, transformations intervenues dans les ouvrages sur la nouvelle classe ouvrière de nos amis Pierre Belleville et Serge Mallet.

Si les cadres ont parfois tendance à s'isoler dans des organisations catégorielles, nombreux sont ceux qui adhèrent aux centrales ouvrières.

Il faut souligner, d'autre part, le rôle joué par le syndicalisme étudiant, par l'U.N.E.F., à la fois dans la lutte pour la paix en Algérie et dans la lutte pour remédier aux insuffisances de l'enseignement officiel, pour promouvoir une réforme démocratique de l'enseignement, pour instaurer le présalaire étudiant. « Je n'admets pas qu'on parle de carence », répondait de Gaulle, dès 1958, au président de l'U.N.E.F., qui était notre camarade Danton.

Il faudrait évoquer également l'évolution du syndicalisme agricole, marquée par l'accession aux responsabilités d'une nouvelle génération de militants ruraux, soucieux de poser les problèmes de structures et de modernisation de notre agriculture. C'est un fait que beaucoup de membres du C.N.J.A., en particulier, ont pris conscience de la nécessité de ne pas se contenter de revendications portant sur les prix et sur la « parité » des revenus agricoles et industriels. Une telle évolution ne peut manquer de rapprocher les travailleurs des villes et des campagnes et d'ébranler la domination des forces conservatrices sur le monde paysan.

## Responsabilité du syndicalisme

Rappelons enfin que les gaullistes, les inconditionnels au service du Pouvoir, n'ont jamais réussi à influencer sérieusement les syndicats. Malgré un certain climat général de « dépolitisation », ceux-ci ont mieux résisté que les formations politiques au discrédit qui frappe les corps intermédiaires sous la V<sup>e</sup> République.

C'est ce qui explique qu'en dépit de certaines menaces inconsidérées, le Pouvoir ne puisse songer à « casser » les syndicats. Il pratique à leur égard la politique du bâton et du sourire alternés. Politique du bâton : la réquisition des mineurs. Politique du sourire : l'invitation à la « conférence des revenus », dans l'espoir que les organisations acceptent de cautionner peu ou prou les positions gouvernementales.

On sait que les mineurs ont fait reculer le « pouvoir qui ne recule pas », quelques mois après l'échec électoral des vieux partis coalisés dans le « cartel des non ». Les progrès de l'unité d'action ont permis le succès de certains mouvements, mais il serait vain de nier qu'actuellement les actions revendicatives se heurtent au mur de la résistance gouvernementale. D'autre part, le régime gaulliste a réussi à éliminer les syndicats des conseils d'administration des H.L.M. et à vider de leur substance les pouvoirs des administrateurs de la Sécurité sociale. Les syndicats n'ont pas été consultés sur la réforme administrative renforçant l'autorité des préfets départementaux et créant des préfets de région.

Ces faits devraient amener les centrales à ne pas se contenter de batailles défensives, à opposer une politique d'ensemble à celle du régime. Il faut opposer notamment à la « planification » gaulliste, qui fait la part de plus en plus belle aux intérêts capitalistes, un contre-plan, une véritable planification démocratique permettant une élévation plus rapide du niveau de vie, les priorités nécessaires au logement et à l'enseignement. Il va de soi que ces objectifs ne peuvent être atteints que par un renversement du régime gaulliste, par l'instauration d'une démocratie socialiste qui doit être l'œuvre commune des syndicats et des partis de gauche.

Maurice Combes

P.S. — Une coquille s'est glissée dans mon article sur « Syndicats et planification démocratique » : il était question des disparités, et non des disputes, entre régions, entre secteurs favorisés et retardataires.